

Groupe marxiste
internationaliste



Programme

POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER, POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE, 2017

Le capitalisme menace l'humanité.....	4
La classe ouvrière contre la classe capitaliste.....	6
Français, étrangers, une seule classe ouvrière !.....	9
Contre l'oppression des femmes.....	11
Pour l'unité du prolétariat et de la jeunesse en formation.....	13
Pour un bloc des prolétaires et des fonctionnaires.....	14
Pour l'alliance des prolétaires et des paysans travailleurs.....	15
Pour dissocier du grand capital la petite-bourgeoisie traditionnelle....	16
Pour le ralliement de la majorité des cadres.....	17
Pour le contrôle ouvrier, pour l'expropriation du grand capital.....	18
Contre le chômage et la précarité.....	21
Pour le temps et les moyens de vivre.....	23
Défense de la sécurité sociale, financement par le capital !.....	25
Le droit à la retraite.....	27
Pour la gratuité des soins.....	28
Pour une école émancipée et émancipatrice.....	29
Libérer la science, la culture et le sport.....	31
L'équilibre entre l'humanité et la nature.....	33
L'imprescriptible droit à l'indépendance de « l'Outre-mer ».....	35
Les particularismes régionaux au sein de l'hexagone.....	39
Rétablissement, défense et extension des droits démocratiques.....	41
L'État sert le capital.....	43
Démanteler l'appareil répressif de l'État bourgeois.....	46
Liquider les institutions de la bourgeoisie.....	49
Pour les États-Unis socialistes d'Europe.....	51
La classe ouvrière et les syndicats.....	54
Pour un parti révolutionnaire et internationaliste.....	57
Vers le socialisme, le communisme.....	60

ANNEXE

Programme du Parti ouvrier, 1880.....	62
---------------------------------------	----

Les proclamations d'un parti politique qui sert la bourgeoisie ne doivent pas être prises au pied de la lettre. Certes, elles donnent une indication sur ses réelles intentions mais elles sont conçues surtout pour tromper les masses. Il suffit de songer au nombre de phrases creuses qu'a pu prononcer Macron quand il a fait campagne pour l'élection présidentielle.

À l'inverse, le programme de l'avant-garde du prolétariat peut se révéler incomplet ou erroné sous tel ou tel angle, mais il ne cache pas ses buts. Contre la bourgeoisie, une classe sociale minoritaire exploitant, dominant et réprimant toutes les autres sans pitié, il avance une série de mots d'ordre démocratiques et transitoires convergeant vers la révolution sociale, la destruction de l'État bourgeois, un gouvernement ouvrier qui exproprie le grand capital, planifie démocratiquement la production et cherche à étendre la révolution en Europe et dans le monde.

LE CAPITALISME MENACE L'HUMANITÉ

Depuis l'ère impérialiste qui a commencé au début du XX^e siècle, le capitalisme a perdu son aspect progressiste (développement de la science et des techniques, établissement de relations économiques mondiales, création d'une nouvelle classe révolutionnaire, la classe ouvrière). Il déploie au contraire ses traits les plus réactionnaires. La constitution d'oligopoles mondiaux à partir de groupes capitalistes de quelques grands pays (dont la France) détermine toute l'économie mondiale. Ces grandes firmes « multinationales » (parmi lesquelles figurent Axa, Total, BNP Paribas, Carrefour, CA, EdF, Engie, BPCE, Société générale, PSA, Auchan, Renault, Casino, CNP, Orange, Saint-Gobain, Vinci, Dior, Sanofi, Bouygues, Orano...) orientent la production mondiale, se concurrencent plus que jamais et se lient plus que jamais à leur État d'origine. Elles font pression par tous les moyens sur les autres États, en particulier les petits pays ou les pays en retard économique.

Le libéralisme prétend que le marché règle tout et de manière optimale. En fait, cette idéologie sert surtout à l'intérieur contre les conquêtes ouvrières : la protection des salariés et le salaire minimum sont accusés d'engendrer le chômage ; la protection sociale est dénoncée comme de « l'assistanat » et un frein à la recherche d'emploi. De même, à l'extérieur, le libéralisme sert à faire ouvrir aux groupes capitalistes français les autres marchés du travail, des matières premières, des produits finis et des services, de la finance.

En fait, rien n'est plus organisé et planifié que les grands groupes capitalistes en interne. Jamais leur liens avec l'État national n'ont été aussi intenses et leur pouvoir sur les gouvernements si fort. Loin de diminuer, l'intervention de l'État (seul ou en concertation avec d'autres) augmente dans la production et l'échange des marchandises, la répartition des revenus et la reproduction des rapports sociaux. Par conséquent, l'appareil d'État grossit démesurément et avec lui, l'endettement public qui profite au capital de la finance. La bourgeoisie reporte le fardeau des dépenses étatiques sur les masses. La direction politique réelle passe des parlements au pouvoir exécutif, des parlementaires élus

aux technocrates et à l'état-major. L'espionnage étatique de la population se généralise sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Le capitalisme entrave de plus en plus les forces productives. Cela se manifeste par :

- la subordination de la science et de la technique au règne de la marchandise et au militarisme,
- la spéculation et le parasitisme financier grandissants,
- l'hypertrophie des appareils de répression, aussi antidémocratiques que coûteux,
- la tendance des capitalistes à se séparer en propriétaires (totalement parasitaires) et en managers payés des sommes mirobolantes (avec des parachutes et des retraites dorées),
- la production de biens et de services de luxe (il y a davantage de jets privés que d'avions de ligne),
- les dépenses publicitaires de toutes sortes,
- la production d'armes de destruction massive (conventionnelles, nucléaires, chimiques, biologiques),
- la destruction de l'environnement (réchauffement, pollutions, extinction d'espèces...),
- la destruction d'équipements par les guerres incessantes,
- les crises économiques récurrentes,
- la mise à l'écart de la production d'une partie grandissante de la population...

Au sein d'un mode de production qui, historiquement, a fait son temps, le capitalisme français subit lui-même une détérioration spécifique. Économiquement, cet affaïssement se manifeste par son déclin dans les PIB nationaux, le déficit de ses échanges économiques avec le reste du monde, la difficulté à concurrencer des impérialismes rivaux qui sont plus innovants (États-Unis, Allemagne, Japon...) ou moins chers (Chine...), la part déclinante de ses exportations dans les échanges mondiaux, l'absorption de plusieurs fleurons industriels par des groupes étrangers (Pechiney en 2003, Chantiers de l'Atlantique, Usinor et Alcatel en 2006, Lafarge en 2015, Alstom en partie en 2017...). Géopolitiquement, il se reflète dans l'hégémonie grandissante de l'Allemagne dans l'Union européenne, la perte d'influence diplomatique (en particulier au Proche-Orient)...

Face à la décadence du capitalisme et à l'affaiblissement de la bourgeoisie française, des idéologues petits-bourgeois rétrogrades et divers partis politiques bourgeois accusent tantôt la science ou la technique, tantôt l'internationalisation de l'économie ou la seule finance, tantôt les migrations ou l'Union européenne... sans mettre en cause l'exploitation, le profit, l'exiguïté des frontières nationales, le capitalisme lui-même. La bourgeoisie tend à régresser dans l'irrationalité, le cléricanisme, l'obscurantisme, la xénophobie...

LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LA CLASSE CAPITALISTE

Inéluctablement, le capitalisme engendre l'acteur capable de le remplacer : la classe ouvrière mondiale.

Selon l'idéologie dominante, les « classes moyennes » incluent l'écrasante majorité de la population, ceux qui ne sont ni vraiment pauvres, ni très riches ; quant à la « classe ouvrière », réduite aux « cols bleus » des usines, elle relèverait du passé, ce serait une espèce en voie de disparition.

En réalité, le mode de production capitaliste est basé sur le rapport entre capital et travail salarié. Pour cette raison, il n'existe pas à proprement parler un « monde du travail », comme le prétend l'Église catholique (une expression reprise par les stalinienS défroqués qui ne veulent plus entendre parler de lutte des classes et de dictature du prolétariat).

D'une part, cela noie la classe ouvrière (comme la thématique anarchiste « nous sommes les 99% ») : tous les petits-bourgeois travaillent (quelques-uns plus que les prolétaires) et une partie de la classe capitaliste aussi.

D'autre part, cela cache l'essence du capitalisme. Sans capital, pas de travail salarié ; sans travail salarié, pas de capital. Dans le mode de production qui domine et structure la société française depuis plus de deux siècles, le rapport entre le capitaliste et le producteur est un rapport entre les non-propriétaires, ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre, et les propriétaires des moyens de production, qui font travailler les premiers pour en tirer du profit. De la production capitaliste ressortent les deux classes : les prolétaires n'ayant pas pu, avec leurs salaires, acheter les moyens de production ; les capitalistes disposant, avec les profits, de quoi vivre autrement mieux et surtout de l'argent qui permet de reconduire le processus et même de l'élargir à plus grande échelle (l'accumulation du capital).

Certes, la société capitaliste mondiale ne se réduit pas aux deux classes fondamentales du mode de production capitaliste, bourgeoisie et prolétariat. Mais elle est structurée autour de ces deux pôles et les autres classes sociales sont des classes intermédiaires. En temps ordinaire, la plus grande partie de ces « petits-bourgeois » se soumet à la classe capitaliste et renforce, d'une manière ou d'une autre, sa prépondérance sur le prolétariat. Mais des fractions, de nature et de taille variable suivant la conjoncture économique et politique, se rebellent par indignation devant l'inégalité, par crainte du déclassement, pour résister à l'exploitation ou à l'oppression du grand capital.

La classe capitaliste est divisée entre les capitalistes de la production (industrie manufacturière, bâtiment et travaux publics, transport, restauration, télécommunications, etc.), les capitalistes de la circulation (commerce, banque, assurance, publicité...) et les gouvernants qui gèrent à la tête de l'État les affaires communes du capital français (les hauts fonctionnaires, l'état-major, les conseillers des ministres et du président, le président, les ministres, les chefs des partis bourgeois...). Toutes ses fractions sont unies par l'exploitation de l'ensemble du prolétariat.

La classe ouvrière crée plus de valeur, par son travail collectif, que la valeur de sa force de travail. Elle regroupe tous les travailleurs qui vendent leur force de travail au capital et qui sont réduits au rôle d'exécutants, qu'ils soient directement productifs de valeur ou pas. Bref, le prolétariat ne s'est jamais borné aux travailleurs manuels de l'industrie métallurgique ou minière. Les effectifs de l'industrie ont d'ailleurs diminué en France comme dans tous les vieux pays impérialistes, pour des raisons de productivité (il faut moins de main-d'œuvre pour produire les marchandises), d'externalisation (quand les groupes industriels sous-traitent certaines fonctions qu'accomplissaient autrefois leurs propres salariés), par le jeu de la concurrence, par la délocalisation de la production par les grands et moyens groupes capitalistes français (qui n'est que partiellement compensée par la production en France des filiales des groupes étrangers, comme Toyota à Valenciennes). Ainsi, le poids de l'industrie manufacturière et extractive est passé de 27,7 % du PIB en 1950 à 14,1 % en 2016. Par contre, les services marchands (commerce, transport, restauration, publicité, services informatiques aux entreprises, etc.) sont passés de 36,5 % du PIB en 1950 à 56,1 % en 2016. Or, quand des milliers de petits commerces sont remplacés par des grandes surfaces, des prolétaires remplacent des travailleurs indépendants.

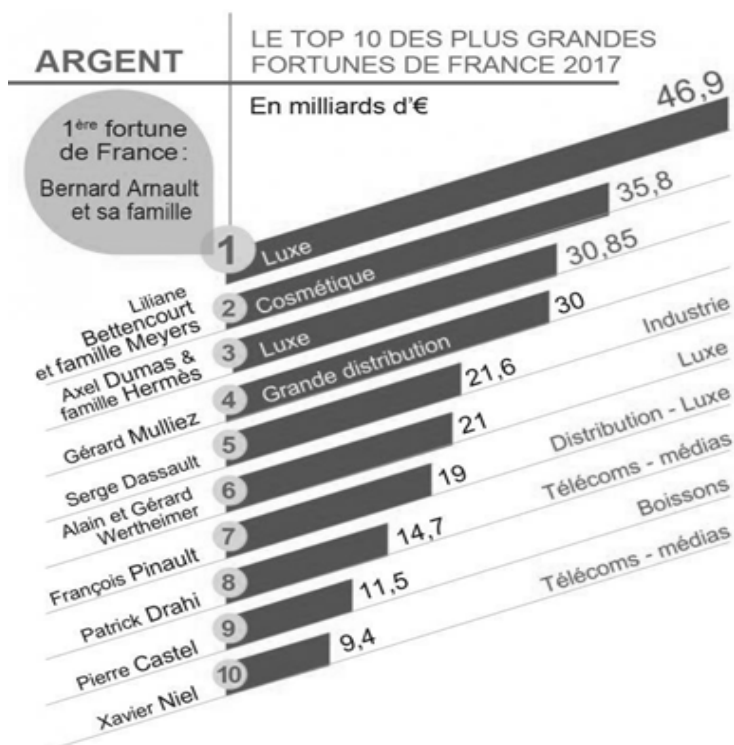
Dans les pays avancés, loin d'avoir disparu, le prolétariat est la classe la plus nombreuse. L'INSEE ne dresse pas de statistiques en termes de classes sociales, mais selon des « catégories socio-professionnelles ». Il est possible néanmoins de tirer de ses statistiques des renseignements sur la société capitaliste française. Ainsi, il y a 29 millions de travailleurs salariés, exploités par le capital (prolétaires) et partiellement exploités (cadres). Sans compter leurs conjoints sans emploi et les prolétaires retraités (qui font partie de la classe ouvrière), les prolétaires en activité représentent 29 % de la population française de la « métropole » alors que les classes intermédiaires dans l'acceptation la plus large comptent 26,5 % et que la classe bourgeoise peut être estimée à moins de 2 %.

Les 0,01 % des personnes les plus riches de France détiennent à elles seules 5,3 % de tout le patrimoine des ménages (en outre, presque un tiers de leur patrimoine échappe au fisc par évasion fiscale).

Contrairement au mythe de « l'entrepreneur qui prend des risques » et du « premier de cordée », dont le plus récent bonimenteur est Macron, les dangers du capitalisme sont supportés par les prolétaires et, dans une moindre mesure, les autres classes subalternes. Le plus gros revenu (officiellement 15,6 millions d'euros par an, mais Carlos Ghosn triche notoirement) est celui du PdG de PSA-Nissan-Mitsubishi. Chaque 8 secondes, il gagne un smic. Le plus gros patrimoine en France (officiellement 47 milliards d'euros en 2017) est celui de Bernard Arnault (l'actionnaire de Montaigne Finance qui contrôle la Financière Agache qui contrôle le holding Christian Dior qui possède la Financière Goujon qui détient plus de 42 % de LVMH, sans parler de ce qui est dissimulé). Il sont tous les deux fils de capitalistes. Ces deux personnages ont-ils pris plus de risques que tout le reste de la population ?

Pour que quelques centaines de grands capitalistes français comme Ghosn et Arnault jouissent d'une dizaine de résidences (dissimulées au fisc) dans plusieurs pays, aient à leur service des dizaines de domestiques, se déplacent en avion privé ou en yacht, collectionnent les œuvres d'art, participent aux « galas de charité », etc. il faut que des centaines de milliers de salariés s'épuisent à des tâches rébarbatives et répétitives, subissent des agressions de la clientèle ou de la hiérarchie, soient condamnés à des longs déplacements pour se rendre sur leur lieu de travail ou occupent les logements inconfortables et surpeuplés, soient licenciés, soient abîmés physiquement et psychologiquement par le travail, soient victimes de maladies professionnelles et d'accidents du travail, soient condamnés à mal manger, ne partent pas en vacances, meurent prématurément, etc. dans le monde entier. Ce sont aussi les prolétaires qui, en temps de guerre, se font majoritairement blesser ou tuer.

Actuellement, les sciences et les techniques, quoique produites par une partie des travailleurs, sont transformées en capital, se dressent en une puissance extérieure aux producteurs, à laquelle ils doivent se soumettre pour vivre. Aux mains de la bourgeoisie (qui n'invente pas grand-chose elle-même), le progrès technique sert à briser les anciens collectifs de travail (qui étaient parvenus à



Source : Classement Challenges (juin 2017)

VISACTU

limiter l'exploitation), sert à reconfigurer l'appareil productif (parfois entre plusieurs pays), sert à imposer une intensification du travail.

Contrairement aux petits bourgeois traditionnels, la classe ouvrière travaille de manière collective. Elle tend en outre à se rassembler, à lutter collectivement contre le capital. Malgré la domination politique, économique et idéologique de ses exploités en temps ordinaire, elle est la seule classe révolutionnaire car elle seule s'oppose radicalement à la bourgeoisie au moment où elle devient l'obstacle au progrès, la seule classe internationaliste au moment où les problèmes de l'humanité ne peuvent être résolus que de manière mondiale. Ainsi, la première guerre mondiale impérialiste s'est arrêtée grâce à la poussée révolutionnaire en Europe qui a conduit à un gouvernement ouvrier et paysan en 1917 en Russie.

Malgré sa taille réduite, la bourgeoisie est la classe dominante car elle détient la plus grande partie de l'économie, dont les médias de masse et les acteurs de l'internet, car elle contrôle l'État qui diffuse aussi son idéologie et intimide les autres classes par son potentiel de répression et par sa violence quotidienne, parce qu'elle a pris le contrôle des organisations ouvrières de masse en corrompant leurs appareils.

Néanmoins, les travailleurs sont contraints pour vivre et rester dignes de résister aux exigences des capitalistes. Le chômage, la vie quotidienne des exploités et des opprimés démentent l'idéologie dominante de l'unité de la « nation » et de l'égalité de ses « citoyens ». Il est donc possible pour le prolétariat de rallier une grande partie des autres classes laborieuses, dans la mesure où il s'affirme comme classe révolutionnaire, porteuse de l'avenir.

FRANÇAIS, ÉTRANGERS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

L'humanité s'est toujours déplacée. Les frontières n'ont pas toujours existé... et n'existeront pas toujours. Les États sont nés de la fragmentation et de la rivalité des classes dominantes. Chaque État sert, à l'intérieur de ses frontières, à la soumission des exploités.

La plupart des « étrangers » résidant en France sont des ouvriers, des employés et des étudiants : ils représentent 5,4 % des salariés (environ 7 % des prolétaires). Parmi les étrangers, figurent aussi des petits capitalistes exploitant féroce­ment leurs « compatriotes » turcs ou chinois et des grands capitalistes et quelques PDG d'entreprises situées en France.

Les ressortissants d'autres États sont traités par l'État bourgeois français de manière différenciée en fonction de leur pays d'origine et de leur statut personnel : honneurs de la République pour les représentants des États puissants ou clients, même les moins démocratiques ; encouragement à venir pour les riches et les patrons ; tolérance pour les étudiants et les travailleurs des autres pays de l'UE ; complicité avec l'État espagnol contre les nationalistes basques ; persécution des Roms venus de Roumanie, de Bulgarie, de Tchéquie... contraire aux traités de l'Union européenne ; chasse aux réfugiés politiques du Proche-Orient et d'Afrique de l'est, aux immigrés économiques venus de pays pauvres...

Part des étrangers et des immigrés au sein des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2016

	Population active en milliers	Part d'étrangers en %	Part d'immigrés en %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10 salariés ou +)	1 830	8,8	13,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4 897	4,5	8,2
Professions intermédiaires	7 242	3,2	5,7
Employés	8 135	6,3	10,5
Ouvriers	6 348	10,1	14,3
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	490	12,9	15,5
Ensemble¹	29 556	6,3	10,0
<i>dont salariés</i>	<i>23 442</i>	<i>5,5</i>	<i>9,0</i>

Insee, *Tableaux de l'économie française*, 2018

Avec sa « *politique migratoire* » et ses quotas, l'État français d'une part expulse des milliers de pauvres (environ 20 000 chaque année) et d'autre part crée des clandestins. Légale ou pas, il met au service des capitalistes, sur le territoire national, la main d'œuvre qu'ils convoitent. Ces travailleurs, souvent discriminés, contrôlés au faciès, ont le droit de payer des impôts et des cotisations sociales mais pas de voter, ni de se présenter à une élection.

Les partis bourgeois s'en prennent à l'occasion (LR) ou systématiquement (FN) aux étrangers notamment les Noirs, les Arabes, les Roms... Ils désignent les musulmans comme des boucs émissaires. Ce ne sont pas les travailleurs étrangers qui créent le chômage, mais le capitalisme mondial qui n'a pas besoin de toute la main-d'œuvre. Le plus souvent, le patron qui licencie ici est français.

L'impérialisme français a émergé en pillant ses anciennes colonies et en entravant leur développement, il continue à exploiter la main d'œuvre et les matières premières à son profit de nombreux autres pays, il mène des guerres, il vend des armes, il soutient des dictatures féroces.

Mais il n'apprécie pas que les populations réduites à la misère, traquées par les bouchers en uniformes, tentent de fuir les pays dévastés. Aux côtés des autres gouvernements bourgeois d'Europe, il dépense des millions en barrières et barbelés, camps de rétention et centres de tri, caméras et flics de toute espèce, pour empêcher des hommes, des femmes et des enfants de se réfugier sur ce continent. Il détruit les pauvres campements des Roms et des réfugiés à Calais, à Paris, etc. Alors que la France compte 65 millions d'habitants, son gouvernement n'a accepté de recevoir que 24 000 réfugiés sur 2 ans.

Les conditions de précarité dans lesquelles il les maintient, y compris les plus diplômés comme les médecins étrangers des hôpitaux publics ou les professeurs non UE de l'enseignement public, entravent sciemment leurs possibilités de travailler, se loger, se soigner, apprendre, tisser des liens sociaux.

Les syndicats ne font pas de l'unité de la classe ouvrière une priorité, négligent souvent les travailleurs les moins qualifiés et les sans-papiers surexploités, repoussent les prolétaires étrangers par leur défense de la nation (française). Le PS a mené au gouvernement la même politique migratoire que LR précédemment. Le social-impérialiste Mélenchon et son mouvement tricolore LFI conditionnent les droits politiques des étrangers à la condition qu'ils soient « *réguliers* » et limitent ces droits à participer aux seules élections locales. Ils préfèrent que les étrangers restent chez eux : « *la première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi* ».

Les prolétaires conscients œuvrent à unir les travailleurs entre eux contre tous les capitalistes.

Front unique ouvrier pour :

Ouverture des frontières ! Liberté pour les travailleuses et les travailleurs de circuler et de s'installer en France !

Soutien aux luttes des travailleurs et étudiants étrangers ! Régularisation de tous les étudiants et prolétaires sans-papiers ! Égalité des droits sans restriction, y compris le droit de vote !

CONTRE L'OPPRESSION DES FEMMES

Depuis que la société humaine est divisée en classes sociales, elle est aussi patriarcale : les hommes dominent. En outre, les femmes sont, en général, davantage exploitées que les hommes.

Les femmes de la classe dominante ne sont pas exploitées car leurs revenus viennent du surtravail des hommes et femmes du prolétariat. L'ampleur des revenus de la grande bourgeoisie lui permet de reporter toutes les tâches domestiques et familiales sur des prolétaires (chauffeur, gouvernante, majordome, cuisinier, bonne, valet, jardinier, infirmier, gardien, etc.). Néanmoins, les bourgeoises elles-mêmes subissent une oppression à cause de leur sexe, même si elle est atténuée par rapport à celle éprouvée par les femmes des classes subalternes. Les femmes des couches inférieures de la bourgeoisie et des strates supérieures de la petite-bourgeoisie sont partiellement libérées du travail domestique.

Les autres femmes assument l'essentiel des tâches domestiques, celles des classes privilégiées et celles des classes subalternes. En moyenne, les femmes consacrent 183 mn par jour aux tâches domestiques non rémunérées, 95 mn à la parenté ; les hommes 105 mn aux tâches domestiques, 41 à la parenté. En outre, des femmes dans les couches inférieures (les « conjointes collaboratrices » des artisans, paysans, commerçants, etc.) sont exploitées par leur propre époux quand elles participent à son activité professionnelle sans rémunération. Les salariées servent doublement le capital, directement comme exploitées et indi-

rectement en assurant gratuitement une part essentielle de la production et de la reproduction de la force de travail.

Les femmes ont toujours été une composante du prolétariat moderne malgré l'hostilité séculaire du clergé catholique. Aujourd'hui, elles représentent plus de la moitié des travailleurs salariés. Mais leur répartition reste inégale suivant les branches et les métiers. Si les filles réussissent désormais mieux à l'école, elles restent minoritaires dans les formations les plus prestigieuses et les plus rémunératrices (sauf dans celles de médecine, pharmacie...) : 42 % dans les terminales S, 42 % dans les classes préparatoires, 27 % dans les écoles d'ingénieurs...

Dans la période de 4 ans après leur formation initiale, 37 % des femmes sont en contrat temporaire (32 % des hommes), 24 % sont à temps partiel (11 % des hommes), leurs salaires sont inférieurs de 9 % en moyenne (de 14 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur long). Si on y ajoute une surreprésentation masculine dans l'encadrement, les interruptions plus fréquentes de leur carrière pour élever des enfants et la discrimination salariale pratiquée par les patrons dans les entreprises, le résultat est que leur salaire est en 2017 inférieur de 24 % à celui des hommes et leur pension de 42 % (en moyenne un retraité touche 1 613 euros, une retraitée 993 euros). Le divorce ou la séparation appauvrit plus souvent la femme (les hommes conservent en moyenne 97,5 % de leur revenu antérieur après la rupture; les femmes seulement 81 %).

Le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible surtout les femmes. Les victimes de la prostitution forcée sont très majoritairement des femmes.

Le capitalisme est incapable d'assurer l'égalité réelle entre les sexes car la bourgeoisie utilise le patriarcat pour diviser les opprimés et bénéficier indirectement du travail domestique gratuit des femmes. Les organisations syndicales et les partis ouvriers ont la responsabilité de combattre le machisme en leur sein et dans la société :

Stricte égalité salariale et juridique avec les hommes ! Éducation sexuelle de la jeunesse par l'enseignement public et le Planning familial !

Des moyens pour la libération, la formation et la réinsertion des esclaves des proxénètes !

Procréation médicalement assistée gratuite pour tous et toutes ! Création massive de crèches et accueil scolaire généralisé dès 2 ans !

Gratuité de la contraception pour les femmes comme pour les hommes ! Droit et gratuité totale de l'avortement, y compris pour les mineures !

POUR L'UNITÉ DU PROLÉTARIAT ET DE LA JEUNESSE EN FORMATION

La jeunesse ne constitue pas une classe sociale. Certains mineurs travaillent pour vivre : la plupart d'entre eux, ainsi que ceux qui cherchent un emploi, font partie de la classe ouvrière. En France, la plupart des jeunes étudient dans les collèges, les lycées professionnels, les lycées, les IUT, les facultés, les « grandes écoles »... Très peu deviendront des capitalistes, en général par héritage, contrairement aux mythes qui font des capitalistes des « innovateurs » qui ont su « prendre des risques ». La majorité rejoindra les rangs des travailleurs salariés (prolétaires, fonctionnaires, cadres). Avec le même diplôme, certains deviendront des indépendants nantis, parfois des patrons, grâce au patrimoine et aux relations de leur famille, et d'autres des indépendants moins fortunés, voire des salariés exploités par les détenteurs des sociétés professionnelles (cabinet d'architectes, de médecins, etc.).

Certains étudient et travaillent en même temps, soit dans des « petits boulots » destinés à financer leurs études, ce qui les rapproche au moins temporairement de la classe ouvrière ; soit dans le cadre de leur formation professionnelle (apprentissage, lycéens et étudiants stagiaires, professions de santé...), ce qui tantôt les lie à la classe ouvrière, tantôt sert de vestibule à une profession libérale.

Les études supérieures et même le lycée, il y a un siècle, étaient presque le monopole des enfants mâles de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie. Par conséquent, les étudiants oscillaient entre les fractions démocratiques et réactionnaires de la bourgeoisie. En France, les organisations fascistes des années 1920 et 1930 trouvaient une audience significative à l'université.

La massification de l'enseignement secondaire et supérieur, après la 2^e Guerre mondiale, n'y a pas supprimé la réaction, mais les enfants de travailleurs sont devenus majoritaires. Avec la lutte contre la guerre d'Algérie, la révolte internationale de la jeunesse de 1967-68, l'émergence d'une vague féministe, la lutte contre le racisme, les universités et les lycées, sont le terrain de mobilisations périodiques contre les politiques des gouvernements bourgeois et de recrutement dans les organisations ouvrières.

Pourtant, à cause du renouvellement rapide des rangs étudiants (et encore plus lycéens), les traditions de lutte et d'organisation sont fragiles. Inversement, même si les conseils d'administration des lycées et des universités sont une école de bureaucrates et de réformistes, le poids des appareils syndicaux (UNEF, UNL, FIDL) est nettement inférieur dans la jeunesse scolarisée, ce qui fait de chaque mouvement de masse de la jeunesse scolarisée une école d'auto-organisation allant jusqu'à des coordinations nationales.

L'embrigadement de la jeunesse par l'État et la religion n'a pas disparu. Une pression bigote et cléricale pèse sur les filles d'origine arabe, turque, noire musulmane. L'instruction civique, supprimée après la révolte de la jeunesse et la grève générale de 1968, a été réintroduite en 1985 par le gouvernement Union de la gauche et s'appelle aujourd'hui enseignement moral et civique (EMC) qui

fait partie des matières notées au brevet). Mélenchon et le mouvement qui lui est soumis veulent mettre « la jeunesse au service de la Nation » et la soumettre en la livrant pendant 9 mois aux mains des officiers et sous-officiers qui sont massivement acquis au FN.

La classe ouvrière combat pour que tous profitent de leur jeunesse et assurent leur avenir :

Rémunération correcte des stagiaires, des apprentis, des élèves-infirmiers, des médecins en formation ! Allocation d'étude pour tous les étudiants !

Pas de classe au-dessus de 25 élèves, 20 dans les zones populaires et les LP ! Ouverture de toutes les filières nécessaires dans les lycées, les IUT, les facultés ! Gratuité des inscriptions à l'université, gratuité complète des inscriptions pour les boursiers dans les grandes écoles ! Développement considérable du logement social étudiant !

Aucun prêtre, ni patron, ni gradé dans l'enseignement ! Aucune im-mixtion religieuse à l'école ! Liberté d'expression du mouvement ou-vrier dans tous les lieux de formation !

Éducation sexuelle de qualité, contraception gratuite, droit à l'avorte-ment sans restriction pour les mineures !

Droit à la formation aux armes des filles et des garçons, sans soumis-sion au despotisme de la hiérarchie militaire, sous contrôle des syndi-cats étudiants et de salariés !

Un seul syndicat étudiant et lycéen démocratique, lié aux syndicats des travailleurs de l'enseignement et à la confédération syndicale unifiée de lutte des classes ! Organisation révolutionnaire de la jeunesse, in-ternationale révolutionnaire de la jeunesse !

POUR UN BLOC DES PROLÉTAIRES ET DES FONCTIONNAIRES

Ensemble, les prolétaires et les fonctionnaires représentent 42 % de la population. Les travailleurs de la « fonction publique » (ceux de l'État, des collectivités territo-riales ou des hôpitaux publics) sont historiquement en expansion, même si les gouvernements bourgeois tentent d'inverser cette tendance. Ils sont aujourd'hui 5,6 millions.

La masse des travailleurs de la « fonction publique » est proche du prolétariat, car ils sont contraints eux aussi de vendre leur force de travail pour survivre ; leurs traitements suivent globalement les mêmes évolutions que les salaires du privé ; des liens de famille les unissent fréquemment aux prolétaires ; ils sont majoritai-rement formés dans les mêmes filières ; ils sont souvent syndiqués dans les confé-dérations de salariés. Une partie significative n'a même pas la sécurité de l'emploi, dont 940 000 contractuels et vacataires en 2017.

Par contre, les « fonctionnaires » se distinguent de la classe ouvrière car ils ne vendent pas leur force de travail au capital. Ils travaillent pour des institutions

capitalistes qui produisent des services définis d'emblée comme utiles (à tort ou à raison) à la société, sans avoir à être vendus sur la marché. Parmi eux, les hauts fonctionnaires se rattachent à la bourgeoisie par leur formation, leur fonction, leurs salaires, leurs liens familiaux, l'interchangeabilité de leurs postes avec ceux de la direction des groupes capitalistes. Les autres cadres de la fonction publique qui exercent une autorité sur d'autres travailleurs font partie de la petite-bourgeoisie salariée. Mais les policiers et les militaires occupent aussi une place à part, n'en déplaie aux « réformistes », et ils sont d'ailleurs traités d'une manière différente par la classe dominante.

Les travailleurs sans statut de fonctionnaire sont négligés par les syndicats qui ont tendance à s'adresser aux titulaires de la fonction publique. Ce trait est renforcé par la survivance de syndicats de métiers dans la fonction publique (FSU, FO). En outre, le fétichisme de l'État (national et capitaliste) est répandu chez tous les travailleurs, avec un certain succès chez les fonctionnaires, par les directions syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires...), par les partis ouvriers bourgeois (PS, PCF, LFI...), par les petits-bourgeois et bourgeois anti-libéraux (*Le Monde diplomatique*, les économistes keynésiens, ATTAC, etc.).

Or, la classe ouvrière et les autres travailleurs n'ont pas besoin de toujours plus d'État bourgeois, mais de s'associer pour décider ensemble, à l'avance, de la production et de la répartition sociales. Cette planification ne peut s'instaurer que sur la base du renversement de la dictature de la bourgeoisie, du démantèlement de l'État bourgeois central. Elle nécessite l'activité consciente de l'ensemble des producteurs des richesses sociales et elle débouche sur la disparition des classes ainsi que sur la dissolution de tout État.

L'alliance des travailleurs de la fonction publique et du prolétariat doit s'opérer sous l'hégémonie du prolétariat, à l'opposé d'une subordination de la classe ouvrière aux illusions et aux intérêts mesquins de la bureaucratie de l'État :

Les principales revendications des prolétaires (libertés démocratiques, augmentation des salaires, couverture sociale, diminution du temps de travail...) sont partagées par la masse des travailleurs de la « fonction publique ». Il faut y ajouter la titularisation des précaires.

POUR L'ALLIANCE DES PROLÉTAIRES ET DES PAYSANS TRAVAILLEURS

Le poids de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est passé de 17,5 % du PIB en 1950 à 1,6 % en 2016. Les agriculteurs et les pêcheurs sont beaucoup moins nombreux. Malgré l'image que veut donner le syndicalisme agricole, ils sont traversés par la lutte des classes : les ouvriers et employés agricoles ou pêcheurs font partie intégrante de la classe ouvrière ; la grande masse des paysans et des marins-pêcheurs, qui travaillent tout en étant possesseurs de leurs moyens de production font partie de la petite-bourgeoisie traditionnelle ; une minorité de propriétaires de grandes exploitations ou de flottilles de pêche où le travail est fourni essentiellement par des salariés (permanents ou saisonniers) sont des capitalistes.

	1988	2000	2010	2013
	millier d'exploitations ⁽¹⁾			
Petites exploitations	477	278	179	144
Moyennes et grandes exploitations	540	386	312	308
moyennes	393	218	151	132
grandes	147	169	162	176
France métropolitaine	1 017	664	491	452
France (y c. Dom) ⁽²⁾	1 067	699	516	...

Ministère de l'agriculture, *Graphagri*, 2017

États rassemblés dans l'Union européenne. Le but des dirigeants de la FNSEA (souvent membres de LR) est d'obtenir des mesures protectionnistes contre les agriculteurs d'autres pays, un soutien aux prix agricoles ou des subventions publiques qui profitent surtout aux entreprises les plus grandes et les plus productives (comme les grands céréaliers, les élevages géants, la pêche industrielle...), ce sont en effet les chambres d'agriculture qu'elles contrôlent qui redistribuent ces aides.

Le résultat est que, au fil du temps, le nombre d'exploitations diminue et leur taille augmente.

Pour autant, la convergence des travailleurs indépendants des campagnes avec les travailleurs salariés des villes n'est pas impossible, comme l'a montré la grève générale de 1968 dans quelques endroits puis l'apparition, dans les années qui suivirent, d'un courant de paysans-travailleurs à l'échelle nationale. En effet, l'agriculture n'est pas si marchande qu'elle paraît car elle est largement subventionnée (12,3 milliards d'euros en 2015, surtout par l'Union européenne) et les paysans travailleurs sont confrontés de plus en plus au capital (bancaire, commercial, industriel, agraire).

Les travailleurs des agglomérations et des zones rurales, s'ils prennent ensemble le pouvoir, peuvent exproprier les groupes agricoles, agro-alimentaires, commerciaux, bancaires... qui saignent les paysans-travailleurs, annuler l'endettement de ces derniers, leur garantir une rémunération correcte, préserver l'environnement et leur santé.

POUR DISSOCIER LA PETITE-BOURGEOISIE URBAINE TRADITIONNELLE DU GRAND CAPITAL

La petite-bourgeoisie traditionnelle des villes comporte tous les autres travailleurs indépendants : les « microentrepreneurs » (autoentrepreneurs), les artisans, les petits commerçants, les professions libérales (souvent très diplômés)... Traditionnellement, les travailleurs indépendants constituent la base électorale des partis bourgeois constitutionnels ; en temps de crise, ils peuvent fournir les troupes des partis fascistes.

Les paysans, à cause de leur attachement à la propriété et à leur travail familial, à cause du caractère marchand de leur production, sont plutôt sous la coupe de la bourgeoisie. Professionnellement, le syndicat majoritaire (FNSEA-CNJA) est sous hégémonie des capitalistes agraires. Ce « syndicalisme » fait manifester les petits paysans paupérisés par le grand capital pour faire pression sur l'État et le groupe des

Mais cette classe sociale est traversée de contradictions à cause de la domination du mode de production capitaliste sur la société. La découverte de la réalité sociale a toujours transformé des médecins en révolutionnaires ; de nombreux artistes sont rebelles à leurs débuts. Les microentrepreneurs sont fréquemment des prolétaires dissimulés dans le bâtiment, voire le transport (des chauffeurs d'Uber ont même demandé à être requalifiés en salariés). Les petits commerçants souffrent de la concurrence du grand capital (grands magasins au XIX^e siècle, supermarchés et hypermarchés au XX^e, commerce électronique au XXI^e) et leur effectif a fondu (alors que, symétriquement, le nombre de travailleurs salariés de la distribution a augmenté). Certains artisans tendent, comme nombre de paysans, à dépendre de groupes capitalistes (en l'occurrence de l'industrie, du bâtiment, de la banque). Les membres des professions libérales (avocats, médecins, experts-comptables, architectes...) se regroupent de plus en plus en sociétés, ce qui conduit à la polarisation de ces professions en capitalistes qui encaissent des profits sur la base du travail d'autrui et, à l'opposé, en salariés très qualifiés mais exploités qui font partie intégrante de la classe ouvrière.

La tendance à la domination du capital sur les petits-bourgeois traditionnels des villes rend possible la neutralisation d'une partie significative de cette classe, voire le ralliement d'une minorité à la lutte révolutionnaire. Si la classe ouvrière apparaît résolue et inflexible aux yeux de cette classe intermédiaire, elle y parviendra.

POUR LE RALLIEMENT DE LA MAJORITÉ DES CADRES

La classe intermédiaire qui augmente le plus depuis un siècle est l'encadrement, même si tous les salariés classés « cadres » dans les entreprises n'en font pas partie car ceux qui n'exercent aucune autorité sur d'autres travailleurs sont des prolétaires qualifiés. La concentration du capital, l'augmentation de la taille des entreprises, nécessite que les capitalistes recourent à des salariés pour contrôler la production, soumettre les autres salariés à l'exploitation, pour extorquer la survaleur. On peut rattacher à cette petite-bourgeoisie salariée une partie grandissante de l'intelligentsia (journalistes permanents, universitaires...) et tout l'encadrement, plutôt nombreux, de la fonction publique.

La petite-bourgeoisie salariée est, comme la petite-bourgeoisie traditionnelle, intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais d'une autre façon. Elle est rémunérée, comme les salariés de base, pour la valeur de sa force de travail. En outre, elle est rémunérée aussi pour l'exercice des fonctions du capital, de l'autorité sur les prolétaires. Plus on grimpe la hiérarchie, plus cette part augmente. Les plus hauts « salaires » n'ont rien à voir avec les salaires des prolétaires, des fonctionnaires ordinaires. Ce sont des faux salaires, une part de la survaleur, de la plus-value obtenue par le capital de l'exploitation du collectif de travail (comme les dividendes versés aux actionnaires).

Les couches inférieures de l'encadrement (contremaîtres, chefs d'équipe, « managers » de la restauration rapide, etc.) sont donc très proches des travailleurs exécutants. Par contre, ses couches supérieures (directeur/trice général/e, directeurs de ceci ou de cela des grands groupes, comme le DRH d'Air

France dont la chemise avait été froissée en 2015 après avoir concocté une restructuration) s'assimilent à la classe capitaliste.

Le mouvement LREM de Macron a fait appel avec un certain succès au mythe de la technocratie (Bacon, Comte, Veblen...). L'idéologie spontanée de l'encadrement et de l'intelligentsia est que la société doit être gouvernée par l'oligarchie des savants, par les plus diplômés. En réalité, les ingénieurs, les universitaires, les journalistes, les écrivains, les étudiants... qui ont voté Macron se sont fait autant duper que les chômeurs, les artisans ou les paysans-travailleurs qui ont voté Le Pen. Tout gouvernement qui accepte le capitalisme gouverne forcément pour le grand capital.

Sur les lieux de travail, les capitalistes tentent d'isoler les cadres du prolétariat en leur accordant des privilèges et de les opposer entre eux en les mettant en concurrence. Néanmoins, le fait que les cadres soient salariés et que leur travail s'inscrive dans des équipes les rapproche objectivement et même subjectivement des prolétaires. Ils peuvent partager certaines de leurs revendications (refus des licenciements, augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, baisse du temps de travail...). En cas de difficulté, le capital abandonne toute considération et traite les cadres comme les autres salariés. En outre, une partie de l'encadrement est irritée par la subordination de l'activité des entreprises au profit, au détriment de la qualité de la production et de l'intérêt de la société.

Pour faciliter l'alliance de la classe ouvrière et de l'encadrement, il faut, contre la CGE-CGC, que les ingénieurs, les responsables informatiques, les cadres commerciaux... rejoignent le syndicalisme de tous les salariés. Les organes de lutte et de débat devront leur être ouverts.

Avec la transition au socialisme, les chercheurs, les ingénieurs et les techniciens échapperont aux impératifs « commerciaux » : stérilisation de brevets, conception de produits inutiles et nuisibles, obsolescence programmée...

POUR LE CONTRÔLE OUVRIER, POUR L'EXPROPRIATION DU GRAND CAPITAL

D'anciennes administrations (PTT) et quelques entreprises publiques (EDF-GDF...) garantissaient l'emploi de leurs salariés. Au lieu d'étendre cet avantage aux autres prolétaires, l'État bourgeois a entrepris de le reprendre par éclatement et privatisation, d'autant qu'elles constituaient des bastions de la lutte de classe.

Tous les patrons invoquent les contraintes de la concurrence et la nécessité de gains de productivité pour demander toujours plus d'efforts aux salariés et rogner leurs acquis, en organisant un chantage au maintien de l'emploi. Mais les sacrifices, consentis ou imposés, ne suffisent jamais. Sans cesse la concurrence impose de nouvelles modifications de la production, l'engorgement des débouchés, ou bien des fusions ou des achats d'entreprises entraînent des

« restructurations », des licenciements d'une partie des travailleurs, des fermetures d'établissements, des délocalisations, des destructions d'outils de production par les capitalistes eux-mêmes.

Le FN et LFI prétendent défendre les petites et les moyennes entreprises (PME) contre « l'oligarchie » cosmopolite et financière. Mais le petit capital n'est pas moins exploiteur que le grand.

Quand une petite entreprise se développe, elle finit par devenir une grande entreprise (GE) sur le dos des autres PME. De telles firmes ne peuvent se contenter du marché national sous peine de disparaître. Une grande entreprise est une ancienne petite qui a réussi. D'autres PME deviennent des filiales de groupes capitalistes, elles ne sont dans ce cas qu'une partie d'une GE.

La PME, souvent, négocie avec sa banque des emprunts. Inéluctablement, si la firme grossit, ses aspects financiers augmentent, ses opérations financières sont plus nombreuses. Elle prend la forme juridique de société de capitaux (société anonyme, société par actions simplifiée) dont on peut vendre et acheter les parts sociales, les actions (qui sont des titres financiers). Les détenteurs des actions peuvent recevoir une partie de la survaleur comme un revenu financier (les dividendes). Les banques ou les sociétés de crédit qui prêtent à l'entreprise recevront une autre partie de la survaleur par un autre type de revenu financier (les intérêts). Les sociétés prennent le contrôle d'autres en achetant leurs actions (une opération financière). À partir d'une certaine taille, les entreprises qui réussissent entrent en Bourse (un marché financier) pour emprunter plus et à moindre coût en émettant des titres financiers (billets de trésorerie, obligations). Elles pourront aussi racheter leurs actions ou en émettre de nouvelles en Bourse (des opérations financières). Elles pourront lancer des OPA sur d'autres groupes (opération financière) ou négocier en coulisse (par l'intermédiaire de banques d'affaires) les rachats et les ventes de filiales. Elles se protégeront des variations de prix de leurs produits, de leurs fournitures, des taux de change, des taux d'intérêt... au moyen de produits financiers dérivés.

Certains groupes de l'industrie (PSA, Renault, etc.), des services (Orange...) et de la distribution (Carrefour...) créent même une banque (une entreprise financière) pour augmenter leurs profits (en prêtant aux salariés qui n'ont pas des salaires suffisants pour acheter comptant leur voiture, leur logement...) et avoir accès au financement (meilleur marché) de la Banque centrale européenne qui est réservé aux banques.

Bref, ni Le Pen, ni Mélenchon, ni personne ne peut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, revenir à un capitalisme de petites unités, séparer « le bon capitalisme » (productif) du « mauvais capitalisme » (financier) ».

Le capitalisme tout entier devient de plus en plus financier, parasitaire. Pour autant, tant qu'il survit, il ne peut se réduire à des opérations financières, à la spéculation, comme le prétendent LFI, PCF et LO. Sans exploitation, sans transformation du capital-argent en capital constant (pour acheter les moyens de production) et en capital variable (pour acheter la force de travail), sans

production capitaliste de nouvelles marchandises, sans survaleur créée par le prolétariat, il n'y a ni dividendes, ni intérêts, ni émoluments des PDG, ni jetons de présence, ni capacité financière laissée à l'entreprise pour élargir sa production (que l'INSEE enregistre comme de la « formation brute de capital fixe ») ou racheter d'autres entreprises (que l'INSEE range dans les opérations financières).

La spéculation n'engendre pas de valeur. Elle ne change que la répartition de la survaleur sociale : ce que gagnent certains capitalistes en spéculant sur les marchés de matières premières ou sur les marchés financiers (actions, devises, produits dérivés...) est perdu par d'autres.

Que telle ou telle entreprise fasse ou non des bénéfices, les travailleurs n'ont pas plus à faire les frais de la rapacité des capitalistes que de leur faillite. Pour essayer d'empêcher les licenciements, souvent les travailleurs occupent les usines, s'organisent pour que le patron ne déménage pas les stocks et les machines. Mais si ce combat reste isolé, les travailleurs sont immédiatement soumis à toutes les pressions politiques, économiques, policières et judiciaires pour leur faire lâcher prise.

La réquisition par les travailleurs des établissements que les patrons veulent fermer est totalement légitime, ils ne font que récupérer une partie seulement de ce que les capitalistes ont accumulé sur leur dos en profitant de leur travail. Les travailleurs n'ont pas besoin des patrons pour faire tourner une usine, une société de services informatiques, etc. si les cadres, techniciens et ouvriers se mettent ensemble, forment leur comité d'usine, ils savent parfaitement comment la faire fonctionner. Mais même gérée par les travailleurs, une entreprise seule ne peut échapper aux conditions du marché, du financement, des approvisionnements, des ventes, imposées par les capitalistes, comme le montrent l'évolution des coopératives de production et des mutuelles.

C'est pourquoi les comités d'usine ne peuvent avoir comme objectif, au-delà de l'organisation de l'appropriation de l'usine par les travailleurs eux-mêmes, que l'expropriation des grandes entreprises, l'expropriation des banques, l'établissement d'un gouvernement ouvrier. En effet, à la différence des capitalistes que seul le profit intéresse, les travailleurs contrôlant les secteurs clés de l'économie commenceront à élaborer un plan de production de ce qui est réellement utile et nécessaire à la société dans le respect des hommes et de leur environnement. Le gouvernement ouvrier organisera à l'échelle nationale cette réorganisation totale de l'économie en fonction de la satisfaction des besoins et non plus du profit, il contrôlera une banque unique au service exclusif de la population et du développement d'une société socialiste.

Vu que les entreprises déterminantes sont transnationales, moins que jamais il est possible de construire le socialisme dans un seul pays.

Interdiction de tout licenciement !

Ouverture et contrôle des livres de compte !

Nationalisation sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier, de tous les grands groupes qui ont des missions de service public (télécommunications, eau, transport, énergie, courrier...) !

Expropriation sans indemnité ni rachat des groupes qui ferment ou qui délocalisent un site, en France ou à l'étranger !

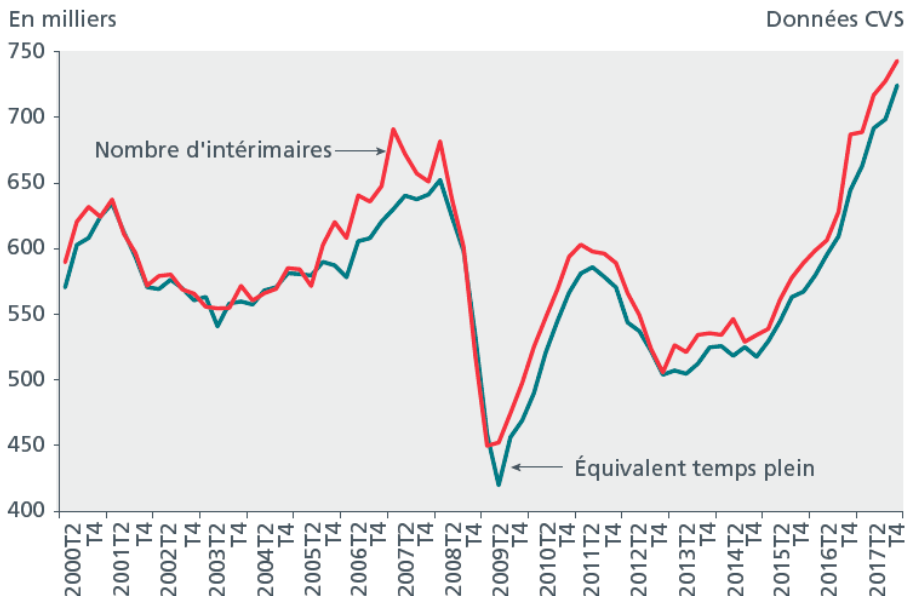
Expropriation des grandes entreprises, gestion par les travailleurs eux-mêmes, expropriation des banques, création d'une banque unique au service de la population, élaboration et contrôle de la production au plan national par les travailleurs eux-mêmes !

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Les capitalistes en concurrence les uns contre les autres à l'échelle nationale et internationale sont poussés à augmenter l'exploitation : intensification du travail, blocage de carrière voire licenciement des rebelles, augmentation de la durée du travail, travail à temps partiel, contrats précaires, gel voire réduction des salaires directs, obtention d'une baisse des cotisations patronales par l'État, chantage à la délocalisation... Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, ils s'appuient sur le chômage de masse pour refuser les revendications

Volume de travail temporaire en équivalent temps plein et nombre d'intérimaires en fin de trimestre

Dares, Indicateurs, mars 2018



ou détériorer la situation de ceux qui conservent un emploi. L'État a considérablement encouragé les contrats précaires et facilité les licenciements.

Selon la définition la plus restreinte, il y a 2,6 millions de chômeurs fin 2017 (hors Mayotte), dont 1,2 million depuis plus d'un an. Selon la définition la plus large (incluant le « halo du chômage »), il y en a 6,6 millions. Le taux de chômage s'élève à 22,7 % chez les 20-25 ans. Alors que les cadres du secteur privé sont 3,9 % à chercher du travail, les ouvriers qualifiés sont 11,8 %, non qualifiés 20,2 %, les employés du commerce 16,4 %. Les hommes descendants d'immigrés maghrébins ont des taux d'emploi inférieurs à ceux des hommes sans ascendance migratoire : l'écart entre les deux groupes est de 23 % durant les dix années qui suivent la fin des études et 12 % au-delà de trente ans d'ancienneté.

En outre, avoir un emploi n'est pas synonyme de vivre dignement, de pouvoir faire des projets, de pouvoir emprunter. Plus de 13 % des contrats sont précaires (soit 3,2 millions de travailleurs). L'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux publics participent à cette dégradation de l'emploi (ils comptent pour un million dans le total).

Parmi les 4,4 millions de personnes à temps partiel plus de 30 % ont accepté un temps partiel faute d'emploi à temps plein.

Le statut d'autoentrepreneur-microentrepreneur permet à des patrons du bâtiment, des services informatiques, du transport... de dissimuler le salariat en substituant un pseudo-contrat entre deux entreprises égales au contrat de travail (qui entraîne des cotisations patronales).

Quant aux contrats à durée indéterminée qui subsistent, leurs avantages viennent d'être affaiblis par le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif et il est miné par la généralisation à toutes les branches du « CDI de chantier » ou « CDI de mission » assimilable en réalité à un CDD.

L'assurance chômage UNEDIC-ASEDIC se situe en dehors de la Sécu et est actuellement cogérée par le patronat et les syndicats, sous la tutelle de l'État. Les « partenaires sociaux » ont considérablement réduit les allocations chômage. En 1969, l'indemnisation s'élevait à 90 % du salaire antérieur et portait jusqu'à 3 ans ; en 2017, c'est 57 % pour 2 ans. Plus de la moitié des chômeurs (56 %) n'en reçoivent pas ou plus, d'où d'une part, l'instauration par l'État du RSA et, d'autre part, la remontée des organismes de charité du type Restaurants du cœur ou Secours catholique qui évoque le XIX^e siècle.

Par l'intermédiaire de Pôle emploi, l'État impose aux demandeurs d'emploi, désignés comme des paresseux et des tricheurs, d'accepter un poste, même sous-qualifié, éloigné, précaire ou à temps partiel.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la concurrence entre pays capitalistes ni de la situation de telle ou telle entreprise. La lutte résolue de tous les travailleurs contre les licenciements et pour l'emploi est le meilleur moyen de démasquer le FN.

Front unique ouvrier pour en finir avec le chômage :

Formation diplômante des chômeurs assurée par l'enseignement public et l'AFPA sous contrôle des syndicats de salariés !

Interdiction des licenciements ! Fin du temps partiel imposé !

Du travail pour tous ! Réduction de la semaine de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs sans baisse de salaire !

Départ des représentants syndicaux du Conseil d'orientation pour l'emploi ! Le patronat et l'État hors de l'UNEDIC ! Contrôle ouvrier sur les embauches ! Lancement de grands chantiers pour le logement social et les infrastructures nécessaires !

POUR LE TEMPS ET LES MOYENS DE VIVRE

Avec le capitalisme, la force de travail, la puissance de travail devient une marchandise. Le capitaliste l'achète contre un salaire. Ainsi, il fait travailler la productrice ou le producteur sur les moyens de production, pour obtenir une valeur supérieure qui s'incarne dans la marchandise nouvelle. La différence entre la valeur de la force de travail et la valeur du travail dépensé est la survalue ou plus-value. Le taux de marge (bénéfice de l'entreprise / valeur ajoutée) en donne une approximation : il est d'environ 32 % en 2017.

La valeur de la force de travail est déterminée, comme celle de toute marchandise, par la quantité de travail nécessaire à sa production. La production de la force de travail est néanmoins singulière, car elle est liée à des êtres humains et elle n'est pas produite par du capital, dans des entreprises. La valeur de la force de travail comporte un aspect historique et géographique car elle est le résultat de la lutte de classe antérieure.

Elle est maintenue par les travailleurs eux-mêmes grâce aux marchandises qu'ils achètent sur le marché, mais aussi grâce au travail domestique gratuit (fourni majoritairement par les femmes) et à des services socialisés fournis gratuitement ou à prix moindre que celui du marché (enseignement public, logement HLM, etc.).

Au salaire direct versé individuellement aux salariés, il faut soustraire les prélèvements obligatoires, ajouter des revenus perçus dans certaines situations (les diverses prestations sociales), évaluer les services non-marchands que leur famille consomment pour mesurer le niveau de vie.

Chaque entreprise capitaliste tente, en permanence, légalement et illégalement, de limiter le salaire direct (celui qu'elle verse aux salariés), de le faire dépendre de ses résultats ou du comportement individuel, de baisser ce qu'elle appelle des « charges » (les cotisations sociales des employeurs et les impôts versés par les entreprises). Les organisations patronales, les économistes libéraux, les partis bourgeois relaient ces exigences et s'efforcent de réduire les prestations sociales et les dépenses de l'État qui profitent aux salariés, de contourner le SMIC...

En plus de l'exploitation des producteurs dans l'entreprise, le capital les exploite en tant que propriétaire de leur logement (capitalistes de l'immobilier) et surtout comme usurier (capitalistes de la banque ou des sociétés de crédit). Selon la Banque de France, la dette des ménages (incluant les entrepreneurs individuels) est équivalente à 90 % de leur revenu disponible net annuel.

Officiellement, aucun salarié ne touche moins que le salaire minimum (9,67 euros par heure soit 1 140 euros net mensuel en 2017). Son évolution annuelle est fixée par la loi, qui n'interdit pas au gouvernement de décider plus (le plus en plus rare « coup de pouce »). En fait, sans parler des salariés qu'ils ne déclarent pas, les patrons peuvent verser moins que le SMIC horaire, en toute légalité, à Mayotte, aux mineurs, aux apprentis, aux jeunes en contrat de professionnalisation. Aux stagiaires, ils ne doivent qu'une gratification, et encore si le stage est long.

Plus de 2,5 millions de travailleurs, soit 10 % des salariés, touchent le SMIC : 0,9 million dans les administrations ; 1,7 dans les entreprises (dont la majorité, presque 57 %, sont des femmes). Environ 1,5 million de femmes contraintes au temps partiel touchent moins que le smic mensuel.

La moitié des travailleurs salariés touche moins de 1 770 euros net mensuel. Dans la fonction publique, à cause du blocage des salaires par les gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron, les fonctionnaires ont perdu 7 % de leur pouvoir d'achat depuis 2010.

La grande bourgeoisie partage son existence entre de multiples logements luxueux, parfois cachés au fisc, qui les isole du peuple. Par contre, à l'autre pôle, 400 000 sont privées de logement personnel et obligées de se loger chez des amis ou des parents et 100 000 personnes n'ont pas du tout de logement. Si l'équipement des logements s'est amélioré (3 % d'insalubres), ils sont trop souvent dans un environnement bruyant (29 % dans l'habitat collectif) et ils sont parfois surpeuplés (8,4 % en moyenne mais 21 % en région parisienne et 17 % pour les moins de 40 ans). Le chômage massif des grandes cités paupérisées y alimente une économie parallèle (capitaliste mais illicite), livre « les quartiers » aux trafiquants et aux voyous qui empoisonnent l'existence des travailleurs et de leurs familles.

Front unique ouvrier pour une vie décente :

Réduction du temps de travail à 32 h hebdomadaires sans baisse de salaire ! Augmentation immédiate de 200 euros pour tous ! Salaire minimal de 1 800 euros net par mois ! Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis la crise de 2008 ! Alignement automatique des salaires, retraites et indemnités sur la hausse des prix !

Droit au logement pour tous ! Expropriation des capitalistes immobiliers ! Réquisition des logements inoccupés !

Contrôle ouvrier et populaire sur la distribution et les prix !

DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, FINANCEMENT PAR LE CAPITAL !

Dans tous les pays, l'État se trouve contraint d'intervenir pour assurer un minimum la santé publique : les maladies contagieuses, si elles sont répandues, frappent la classe dominante ; une main-d'œuvre suffisante doit être en état de travailler. Pour maintenir l'ordre, limiter la délinquance et la criminalité, il vaut mieux accorder de quoi survivre à ceux qui sont écartés de la production. Enfin, le salaire versé individuellement par l'entreprise ne peut pas varier avec les charges familiales pourtant très variables de la salariée ou du salarié.

La prise en charge de ces problèmes par l'État en tant que gestionnaire du capitalisme national a pris historiquement deux formes :

- la prise en charge directe de la solidarité sociale par l'État ;
- la création par l'État d'une assurance sociale obligatoire.

En France, les premières lois sociales de la 3^e République relevaient du premier système financé par l'impôt (loi sur l'assistance médicale gratuite de 1893, loi sur l'assistance aux indigents de 1893, loi sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables de 1905). Elles complétèrent l'école gratuite et obligatoire.

En Allemagne, la monarchie, sous l'impulsion du chancelier Otto von Bismarck inaugura le second système avec des assurances sociales obligatoires financées par des cotisations ouvrières et patronales obligatoires (loi de l'assurance-maladie de 1883, de l'assurance vieillesse de 1884, de l'assurance invalidité et vieillesse de 1889).

Quel que soit le système, au salaire individualisé, direct qui est versé directement à chaque travailleuse ou travailleur des entreprises et de l'État, s'ajoute un salaire collectivisé, mutualisé, indirect que les travailleurs touchaient dans certaines situations : maladie, retraite, grossesse, etc. La part du salaire qui est collectivisée a deux origines :

1. soit le salaire total augmente quand le salaire collectif est versé par le capital, quand il s'agit de cotisations sociales payées par les employeurs ou bien d'impôts acquittés par les entreprises et les hauts revenus ; dans ce cas, la protection sociale fait baisser le taux d'exploitation.
2. soit le salaire total est inchangé quand le salaire collectif est ponctionné sur les salaires individuels, soit par des cotisations sociales payées par les salariés (qui diminuent le « salaire net » du bulletin de salaire), soit par des impôts supportés par les salariés. Dans ce cas, la protection sociale laisse inchangé le taux d'exploitation.

Quand Bismarck soumit ses lois au Reichstag allemand, le SPD se divisa. Mais Bebel imposa la discipline de la majorité communiste collectiviste (inspirée par Marx) contre la minorité socialiste d'État (disciple de Lassalle). Le SPD prit position contre les cotisations ouvrière obligatoires. Quand l'Assemblée nationale française a débattu en 1910 d'un projet de retraites ouvrières, les

députés du PS-SFIO, déjà réformistes, y furent favorables. Seul Guesde et la CGT s'opposèrent, correctement, à tout prélèvement sur les salaires.

Fondée en 1945, la Sécurité sociale française fait partie du compromis établi par le général De Gaulle avec le CNR (le conseil national de la résistance) qui comprend le PCF, le PS-SFIO et la CGT pour endiguer la montée révolutionnaire. L'État bourgeois reconstitué concède un système généralisé à tous les salariés de protection sociale qui couvre partiellement certains « risques sociaux » : « maladie », « vieillesse », « famille ». Si le prolétariat, alors en armes, avait pris le pouvoir, il aurait assuré un régime unique de sécurité sociale, financé par les capitalistes, géré par les travailleurs, assuré la gratuité des soins, etc. On en est loin :

- le gouvernement de collaboration de classes tente de limiter l'augmentation du salaire total. Selon la méthode de Bismarck, la Sécu est financée dès 1945 par les cotisations des employeurs (qui augmentent donc le coût du travail) mais aussi par celles des salariés (ce qui diminue le salaire net).
- pour accréditer l'association capital-travail, l'État fait cogérer la Sécu (le « régime général des travailleurs salariés ») par le patronat et les syndicats.
- il fait profiter la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie des allocations familiales.
- certaines prestations (allocations familiales, remboursement des soins) sont forfaitaires, ce qui diminue les inégalités de revenus. Mais d'autres (pensions de retraite, indemnités de congé maladie), contrairement à ce que font au même moment les États du Nord de l'Europe, sont proportionnelles aux revenus antérieurs.
- les remboursements de frais médicaux sont partiels, ce qui crée le terrain pour l'assurance « complémentaires santé » (d'entreprise ou individuelle).
- comme les remboursements de soins et surtout les pensions sont insuffisants, il subsiste plusieurs « régimes spéciaux » de salariés qui ont obtenu mieux ; en plus, s'adjoignent à la branche vieillesse de la Sécu deux régimes de « retraite complémentaire » pour les salariés (AGIRC en 1947, ARRCO en 1961).
- comme le « risque chômage » n'est pas inclus dans la Sécu, une assurance obligatoire est créée plus tard pour le risque chômage (UNEDIC en 1958).

Il en découle que le système de protection sociale français est à la fois insuffisant et complexe. De sa création jusqu'à nos jours, la Sécurité sociale a été constamment remise en cause. Les gouvernements n'ont cessé de :

- réduire les prestations sociales versées aux salariés, pour la branche maladie, cela se traduit par la limitation des remboursements : « ticket modérateur », « forfait hospitalier », « déremboursement », etc.
- de baisser les cotisations sociales payées par les patrons (qui ne sont pas toutes acquittées, loin de là),
- d'attaquer les régimes spéciaux au lieu d'aligner sur eux la Sécu (et l'UNEDIC) pour les absorber,

- de « fiscaliser » la sécurité sociale, par exemple, avec la CSG depuis 1991 (Rocard-Mitterrand) qui est payée surtout par les exploités ; aujourd'hui, 60 % seulement des recettes de la Sécu viennent des cotisations (contre 86 % en 1990),
- de « compléter » le système d'assurance par des revenus d'assistance (RSA, CMU...).

Ces deux derniers dispositifs mettent plus directement la protection sociale dans les mains du pouvoir (d'où le budget de la Sécurité sociale voté annuellement par le Parlement depuis 1995 (Juppé-Chirac). Les exonérations accordées aux patrons sont supérieures au déficit de la Sécu (qui est lui-même dérisoire à côté de l'endettement de l'État).

Annulation de toutes mesures contre la Sécu !

Fin des exonérations de cotisations sociales des employeurs !

Suppression des cotisations des salariés !

LE DROIT À LA RETRAITE

L'aspiration des travailleurs salariés, c'est être correctement payés et travailler moins (dans la journée, la semaine, l'année, la vie) d'où leur lutte séculaire pour l'instruction de leurs enfants, la réduction de la journée et de la semaine de travail, les congés payés, la retraite (d'autant qu'ils savent qu'ils vivent moins longtemps que la plupart des petits-bourgeois et les capitalistes).

Pour la bourgeoisie, qui est la classe la plus riche et la plus oisive, une telle revendication n'est que paresse. Faire travailler plus longtemps les salariés et leur concéder les pensions les plus réduites possible permet d'augmenter l'exploitation et donc la survaleur sociale qu'elle se partage sous forme de profit, d'intérêt, de loyers, etc.

Les économistes au service de la bourgeoisie, tous les partis dévoués au capitalisme expliquent que l'allongement de la durée de la vie menace « l'équilibre » des régimes de retraite (général et complémentaires) et imposerait tout à la fois de rallonger le nombre d'années de travail et de réduire les pensions. En fait, tout « déficit » d'un organisme de protection sociale (dont la branche vieillesse de la Sécu ou de l'AGIRC-ARRCO) est toujours dû au refus des patrons (ou de l'État bourgeois) de payer.

Au nom de « l'équité », les gouvernements bourgeois opposent toujours les travailleurs étrangers aux travailleurs nationaux, les salariés du public à ceux du privé, ceux des régimes spéciaux qui subsistent (SNCF, RATP, EDF...) aux autres prolétaires et les femmes aux hommes. Évidemment, leur sens de la justice ne les a pas conduits à aligner tous les salariés sur la meilleure situation et encore moins de verser la même pension de base à tous les retraités.

La pension de retraite (comme les indemnités de congé maladie, maternité, etc.) est inégale car elle est proportionnelle au salaire. Comme les cadres supérieurs (dont certains sont en fait des capitalistes) vivent plus longtemps et tou-

chent plus, le montant total de leurs pensions est considérablement plus élevé que celui des prolétaires alors qu'ils touchent en plus des revenus conséquents de leur patrimoine (dividendes, intérêts, loyers...).

Les attaques successives (Balladur 1993, Chirac-Juppé 1995, Chirac-Fillon 2003, Sarkozy-Fillon 2010, Hollande-Ayrault 2014) ont abouti à :

- reculer l'âge de départ légal (62 ans),
- augmenter la durée de cotisation (42,5 annuités),
- abaisser le montant des pensions (25 meilleures années pour le calcul, désindexation sur les salaires des actifs).

Chaque recul en matière de retraite a été préparé par la division calculée (un secteur attaqué après l'autre) et la « concertation sociale » (rapports du Conseil d'orientation des retraites où siègent CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, CFTC ; rencontres des directions syndicales avec le gouvernement).

Les gouvernements ont gagné parce que les bureaucrates syndicaux (dont la retraite est excellente) ont refusé la grève générale et multiplié les « journées d'action » symboliques de 24 heures quand le mécontentement de la base menaçait.

Le président Macron compte prolonger ces attaques en augmentant la CSG sans compensation sur les retraites et en instaurant une retraite « par points » individualisée et ne dépendant plus du statut ou du secteur de travail. L'âge de droit à la retraite dépendrait de l'espérance de vie moyenne d'une génération alors que celle d'un ouvrier est bien moins bonne que celle d'un cadre. Au passage, il annonce vouloir unifier tous les régimes de retraites et liquider les régimes spéciaux.

Front unique ouvrier pour :

**Aucun représentant syndical au Conseil d'orientation des retraites !
Aucune concertation sur les projets contre les retraites !**

Annulation de toutes les lois anti-ouvrières ! Départ à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage et de stage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !

Pas de retraite inférieure au SMIC ! Indexation des pensions sur les salaires !

POUR LA GRATUITÉ DES SOINS

Actuellement, l'accent est mis sur l'aspect curatif de la médecine car bien des risques sont aggravés par le capitalisme : pénibilité du travail, maladies professionnelles, accidents de la circulation, malbouffe, multiples perturbateurs endocriniens, dépressions, etc. Les laboratoires capitalistes répandent des médicaments parfois dangereux ou font payer ceux qui sont efficaces à un tarif élevé. L'Ordre des médecins et l'État ont organisé ensemble la pénurie de praticiens

par une sélection draconienne dans les facultés de médecine. Une partie grandissante des médecins libéraux pratique des tarifs plus élevés que ceux fixés par la Sécu, différence que celle-ci ne rembourse pas : les dépassements d'honoraires étaient estimés en 1990 à 0,9 milliard d'euros, ils s'élevaient en 2014 à plus de 2,8 milliards.

Macron a annoncé une coupure de 15 milliards d'euros sur le quinquennat. L'État étrangle les hôpitaux publics et leur impose de collaborer avec les cliniques privées sous la houlette des agences régionales de santé, pour réserver aux capitalistes (cliniques privées) les affections et opérations les plus rentables. Les établissements pour personnes âgées ou handicapées sont débordés ou soumis au règne du profit.

Les patrons doivent payer. Les salariés, en tant que patients, et les travailleurs de la santé ont des intérêts communs. Ensemble, ils peuvent libérer la recherche et les soins médicaux de l'austérité ainsi que des groupes capitalistes :

Abrogation de tous les ordres médicaux et paramédicaux ! Affectation de médecins aux « déserts médicaux » ! Interdiction des dépassements d'honoraires !

Remboursement total des soins ! Prise en compte de toutes les maladies professionnelles ! Les patrons hors de l'assurance-maladie ! Une sécurité sociale unifiée gérée par les seuls représentants élus des travailleurs !

Aucune fermeture d'hôpital ou de service ! Réouverture des hôpitaux et maternités fermés ces dernières années ! Budget nécessaire au fonctionnement de la santé publique ! Titularisation des précaires quelle que soit leur nationalité ! Embauche de tout le personnel nécessaire ! Paiement décent des élèves infirmiers et des internes !

Expropriation des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des groupes de l'industrie médicale, des compagnies d'assurance ! Intégration des mutuelles à la Sécu !

POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET ÉMANCIPATRICE

Le capitalisme n'assure « l'éducation » du plus grand nombre, et en particulier celle des enfants de prolétaires, qu'à reculons (raréfaction de la scolarisation des deux ans en maternelle, refus d'ouvrir l'enseignement supérieur à des milliers de bacheliers en 2017, moins d'enseignants dans les collèges et les lycées en 2018...), de manière tronquée (17,2 % des jeunes sortent de l'école sans aucun diplôme, le bac pro est réduit à trois années d'études...), en inculquant l'idéologie dominante (EMC, mythe de la démocratie bourgeoise, nationalisme, sexisme, justification de l'exploitation, embrigadement religieux chrétien, musulman, israélite et des autres sectes (« écoles Steiner », etc.) en maintenant les privilèges de l'Église catholique (environ 8 milliards d'euros versés chaque année par les ministères de l'Éducation et de l'Agricul-

ture, plusieurs milliards de la part des collectivités territoriales...), en multipliant les concessions aux patrons (apprentissage, droit de regard sur les programmes, campagne permanente contre les sciences économiques et sociales...), en fichant les élèves, en paupérisant les travailleurs de l'enseignement public, en les soumettant à la hiérarchie, sans parler de ceux qui sont soumis à la précarité. Comme dans le logement, la ségrégation sociale tend à s'aggraver à l'école, facilitée par l'assouplissement de la carte scolaire et l'existence d'un système parallèle aux mains, surtout, de l'Église catholique.

Comme la société dans son ensemble, l'école souffre du capitalisme, puisque 25 % des élèves n'obtiennent aucun diplôme. Un enfant de cadre supérieur a une probabilité de 47 % de devenir cadre supérieur; un enfant d'employé a une probabilité de 50,2 % de devenir employé ou ouvrier ; un enfant d'ouvrier a une probabilité de 59,9 % de devenir ouvrier ou employé.

L'instruction, la formation et la qualification doivent combiner, à tous les niveaux, pratique et acquisition du savoir. En un mot, l'enseignement doit proposer une formation générale pour tous dans le cadre d'un développement important des savoirs à caractère polytechnique alliant théorie et professionnalisme. Cette école doit permettre un développement général de la personnalité dans un cadre collectif renouvelé permettant de fixer une image scientifique et éclairée du monde. Cet enseignement doit permettre une formation permanente toute au long de la vie, de la crèche à l'université en passant par les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et les lycées. L'éducation préscolaire au service des enfants et des parents à travers un vaste réseau de jardins d'enfants doit être développée. Les stagiaires doivent être rémunérés. Le clergé et la religion, l'armée et le patronat doivent être chassés des lieux d'instruction au profit d'un enseignement libéré du capitalisme. L'enseignement doit être financé par l'État, sans immixtion du gouvernement dans la pédagogie.

À la différence de l'école bourgeoise actuelle, la tâche du système de formation dans la transition au socialisme n'est pas une prétendue « égalité des chances » dans la compétition, ni de « constituer l'ascenseur social » d'une minorité, mais de travailler à l'égalité tout court, d'être l'escalator pour tous de l'intelligence, du savoir et de la qualification. Cet enseignement de type nouveau, qui rompra avec les pratiques de la sélection, doit émanciper les futurs producteurs en leur proposant un cadre de développement et de réflexion collectif et unitaire. Il rompra avec l'héritage scolaire bourgeois de la 3^e République. Il rompra avec l'héritage du colonialisme toujours présent dans certains programmes. Il rompra avec les éléments toujours présents de sexisme, de racisme, de chauvinisme, de concurrence féroce entre les individus. Il rompra avec une pédagogie pro-capitaliste mâtiné de religion, il rompra avec l'idéologie dominante. Cela ne sera possible que si l'ensemble de la société est transformée vers plus d'égalité et d'épanouissement de tous les individus. En particulier, comme la recherche elle-même, l'enseignement supérieur devra retrouver sa liberté de recherche et rompre avec le poids de plus en plus important du patronat au compte du savoir et de la société. Il devra retrouver une unité globale en annihilant la concurrence actuelle entre établissements.

Alliance des parents travailleurs, des salariés de l'enseignement, des lycéens et des étudiants pour :

Aucune subvention aux « écoles privées » ! Aucun prêtre, patron ou gradé à l'école ! Aucune inculcation religieuse à l'école ! Une seule école laïque et gratuite ! Unicité des programmes sur l'ensemble du territoire !

Fin de la concurrence forcenée entre établissements ! Effectifs limités et enseignants expérimentés dans les zones populaires ! Gratuité de l'enseignement supérieur !

Titularisation de l'ensemble des travailleurs précaires de l'enseignement ! Augmentation des salaires des travailleuses et travailleurs de l'enseignement ! Liberté pédagogique collective et individuelle !

Non à la cogestion de la politique du gouvernement dans les conseils d'administration et les « concertations » sur le bac et l'enseignement supérieur !

Un seul syndicat de lycéens avec droit de tendance ! Droit de tenir des assemblées générales dans les lycées ! Un seul syndicat lycéen, un seul syndicat étudiant, démocratiques, liés au mouvement ouvrier ! Syndicats communs pour tous les travailleurs de l'enseignement élémentaire, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur, réunis en une fédération de la centrale unifiée et de lutte de classe de tous les salariés !

LIBÉRER LA SCIENCE, LA CULTURE ET LE SPORT DES CHÂÎNES DU PROFIT ET DU MILITARISME

La science et la technique sont un des aspects de la lutte de l'espèce humaine pour comprendre et maîtriser la nature. Leur développement fut d'abord très lent. Les humains ont vécu 200 ou 300 milliers d'années dans le mode de production communiste primitif, avant de se sédentariser et d'en développer les rudiments. Dans les modes de production précapitalistes (esclavagiste, asiatique-étatiste, féodal), le savoir et la culture restaient peu distincts de la superstition et de la religion.

Le mode de production capitaliste, par soif de valeur et à cause de la concurrence, repose sur le renouvellement permanent des techniques, ce qui tend à émanciper la science de la croyance (et l'art du clergé). Depuis les grandes découvertes du XV^e siècle, la science et la technique ont fait des bonds prodigieux. En quelques centaines d'années, la machine à vapeur, la chimie, l'électricité, le moteur à explosion, le raffinage du pétrole et du gaz, la radiophonie, l'aviation, la vaccination, l'électronique, l'informatique, les médicaments antibiotiques, le laser, les organismes génétiquement modifiés ont bouleversé la production entraînant des gains de productivité, l'apparition incessante de nouveaux produits, des transports plus rapides et plus sûrs.

La généralisation de l'instruction (nécessaire à la main-d'œuvre nationale) et l'activité de recherche fondamentale et appliquée (par nature internationale), ont miné le particularisme local, affaibli les superstitions, élargi l'horizon mental. La majorité de la classe capitaliste était au XIX^e siècle agnostique ou athée, elle croyait au progrès.

Mais la recherche et son application sont de plus en plus entravées et déformées par les conditions capitalistes. Beaucoup des produits utiles, parce qu'ils prennent la forme de marchandises et que la recherche de la survaleur, l'exploitation limitent le pouvoir d'achat des masses, ne sont pas disponibles pour tous (électricité, nourriture diverse et saine, eau potable, logement sûr et confortable, toilettes salubres, etc.). Certaines recherches sont, pour les mêmes motifs, freinées (lutte contre la malaria, par exemple). Des maladies liées aux modes de vie sédentaire, aux aliments de l'industrie agro-alimentaire, aux produits corporels... se développent comme l'obésité, les cancers, le diabète, les maladies cardio-vasculaires... Les progrès de l'agriculture et de l'industrie sont détournés pour réaliser des profits au détriment de la santé et de l'environnement. Le transport par camion, polluant, se développe au détriment du chemin de fer ou des canaux, par la systématisation du toyotisme (« juste à temps » et « zéro stock »). Le militarisme et la finance pourrissent la recherche. Des armes de plus en plus destructrices sont produites de plus en plus massivement. Le capitalisme en déclin dérègle le climat, détruit la biodiversité, pollue terre, air, rivières et mers. La généralisation de l'informatique ouvre d'innombrables possibilités en productivité, en ouverture, en loisirs, en savoir, mais aussi en intensification du travail, en espionnage commercial et politique de la population, en diffusion de mensonges, de faux complots, de racisme...

Des clergés et des grands groupes industriels cherchent à étouffer les résultats des sciences de la nature : des chercheurs sont soudoyés pour nier l'évolution, le réchauffement climatique, les pollutions chimiques, etc. Une partie de la classe bourgeoise sombre dans le cléricisme et l'obscurantisme. Son personnel politique suit : Mitterrand consultait une voyante et s'est fait enterrer selon le rite catholique, Sarkozy et Chirac ont baisé la main du pape et fréquentaient ostensiblement les cérémonies catholiques, Sarkozy a même soutenu au Vatican que la jeunesse avait plus besoin de prêtres que d'enseignants.

Le besoin de justifier l'inégalité sociale a largement empêché le savoir sur la société de progresser significativement. La « science économique », la « sociologie », la « science politique »... sont le terrain de l'idéologie. Il suffit de savoir que l'école néo-classique, dominant la « science économique » bourgeoise, prétend que les crises capitalistes sont impossibles si on laisse faire les marchés et que, si elles ont lieu malgré tout, c'est dû à des « chocs exogènes » (extérieurs à « l'économie de marché »). Quant à la minorité keynésienne de l'économie bourgeoise, elle soutient symétriquement qu'une bonne politique économique (soutien à l'investissement et à la consommation par l'État, bas taux d'intérêt de la banque centrale, contrôle de la finance) suffit à corriger les défauts du capitalisme et à prévenir les crises.

Internet, la télévision, la presse, le cinéma, les salles de spectacle... passent de plus en plus sous la coupe de grands groupes capitalistes dont le but n'est ni la connaissance ni l'art, mais le profit. Même si leurs managers doivent tenir compte des préoccupations des masses pour conquérir et garder une audience, souvent multinationale, ils encouragent la domination masculine, la compétition, la résignation, la culpabilisation, le respect des corps de répression, le militarisme...

Avec le pourrissement du capitalisme, l'activité physique tend à devenir d'un côté un marché des grands groupes capitalistes et de l'autre un spectacle financé par la publicité et les chaînes de télévision, où l'argent est roi, qui exacerbe le chauvinisme, qui pousse les sportifs au dopage.

La classe progressiste de notre époque est le prolétariat. Pour émanciper la science, l'art et le sport, pour épanouir tous les individus, il faut mettre en cause la division du travail et étendre la révolution :

Gratuité de l'éducation et formation scientifique pour tous et toutes ! Stricte séparation des religions et de l'État ! Aucun financement public pour aucune institution religieuse !

Liberté de création pour tous les artistes ! Gratuité d'accès pour les jeunes et les prolétaires aux lieux de culture scientifiques et artistiques (bibliothèques, cinémas, musées, théâtres...) !

Garantie de statut et de revenu pour tous les « intermittents », des travailleurs du spectacle !

Expropriation des groupes capitalistes des médias et d'internet, des musées privés type fondation Vuitton !

Fin des subventions à la recherche privée et militaire ! Fin de l'im-mixtion des patrons dans la recherche publique !

Plan de développement de la recherche scientifique établie par les travailleurs du secteur et leurs syndicats ! Réhabilitation de la recherche fondamentale ! Embauche des chercheurs ! Titularisation des précaires de la recherche !

L'ÉQUILIBRE ENTRE L'HUMANITÉ ET LA NATURE

Depuis 4 siècles, le capitalisme s'est développé de manière non planifiée, exploitant les producteurs tout autant que la nature pour accumuler de la valeur. S'il faut payer les travailleurs salariés (à la valeur de la force de travail et non à la valeur qu'ajoute leur travail), la nature semble gratuite (elle n'a pas elle-même de valeur d'échange). Telle est la base, anarchique et irresponsable, du fonctionnement du capitalisme.

Une fois accompli son rôle partiellement progressiste (développer la science et la technique, bouleverser la production, mettre toute l'humanité en relation, créer le prolétariat, etc.), ce mode de production a plongé toute la planète dans

la guerre et la crise économique au début du 20^e siècle. Tout en constituant de gigantesques entreprises dominant le marché mondial, quelques grandes puissances ont achevé de se partager le monde, d'exploiter au-delà de leurs frontières. Cette époque impérialiste coïncide avec la catastrophe écologique mondiale qui menace l'humanité.

Le capitalisme améliore les rendements agricoles à court terme par des moyens qui détériorent les terres agricoles. Les groupes capitalistes de la pêche détruisent la ressource halieutique. La forêt tropicale et la mangrove rétrécissent. On construit dans des zones inondables ou sur des failles sismiques identifiées. Les appareils sont fabriqués pour être remplacés un an après par un nouveau modèle ou tomber en panne après 5 ou 10 ans (« obsolescence programmée »), ce qui gaspille les ressources, le travail humain et pollue. Les États et les compagnies d'électricité ont installé des centrales nucléaires sans évaluer le coût de leur démantèlement et ont freiné la recherche d'autres solutions énergétiques. Les armées impérialistes et les grands capitalistes dépensent, gaspillent et polluent à une échelle inouïe. Le capitalisme amplifie depuis 200 ans l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel...) qui causent le réchauffement climatique par l'émission de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, N₂O...). Le réchauffement climatique mondial conduit à des événements climatiques extrêmes de plus en plus violents. La fonte des glaciers et de la banquise augmente le niveau de la mer, menace les habitants et les terres arables des littoraux et des îles.

Des espèces végétales et animales disparaissent et pas seulement quelques espèces de mammifères photogéniques. Celles qui survivent sont souvent en danger : 58 % des populations de vertébrés en moins depuis 1970 dans le monde, 80 % des insectes en moins en Europe ; les batraciens et les insectes pollinisateurs sont en régression. En France, le taux de mortalité des abeilles est, selon les professionnels, passé de 5 % par an à plus de 30 %.

Un récent rapport de la revue médicale *The Lancet* estime à 9 millions par an les morts causées prématurément par la pollution de l'air (6,5 millions), des mers et du sol (1,8 million) et en milieu professionnel (0,8 million). 92 % des victimes vivaient dans des pays pauvres.

Malgré les multiples conférences internationales depuis Kyoto en 1997, les recommandations pour limiter le réchauffement climatique ne sont guère appliquées. Selon l'ONU, malgré la dernière mascarade de ce genre (la COP21 de Paris), le rythme d'accroissement des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone n'a aucunement ralenti. L'économie française n'est pas la pire, parce que son électricité était produite à 80 % par des centrales nucléaires (qui n'émettent pas de gaz à effet de serre) ; par contre, l'État a encouragé, par crainte du prolétariat de la SNCF, le transport routier des marchandises.

Un capitalisme écologique est aussi invraisemblable qu'un capitalisme pacifique. Le mouvement écologiste accuse souvent la science et la technique (et non le capital qui les emploie à des fins de profit et de concurrence), voire la

croissance démographique (des Asiatiques et des Africains, bien sûr). Cela n'a pas empêché le NPA et le PdG de discuter avec le « Mouvement des objecteurs de croissance » et le « Parti pour la décroissance ». Le NPA a parfois formé des listes électorales avec les « décroissants ». Dans la société capitaliste en déclin, la plupart des projets d'infrastructures (aéroport, bassin d'irrigation, tunnel ferroviaire etc...) sont déterminés d'abord par les besoins du capitalisme et mis en œuvre avec les méthodes du capitalisme, sans se soucier ni des populations ni de l'environnement. Mais il ne s'ensuit pas que ces projets soient tous inutiles, destructeurs ou dangereux comme le prétendent les écologistes passésistes et les rétrogrades anarchistes, avec la complaisance de LFI, du NPA, etc. Tout projet d'infrastructure devrait faire l'objet d'une étude scientifique sous contrôle ouvrier et populaire, pour en déterminer la pertinence, l'utilité et la faisabilité.

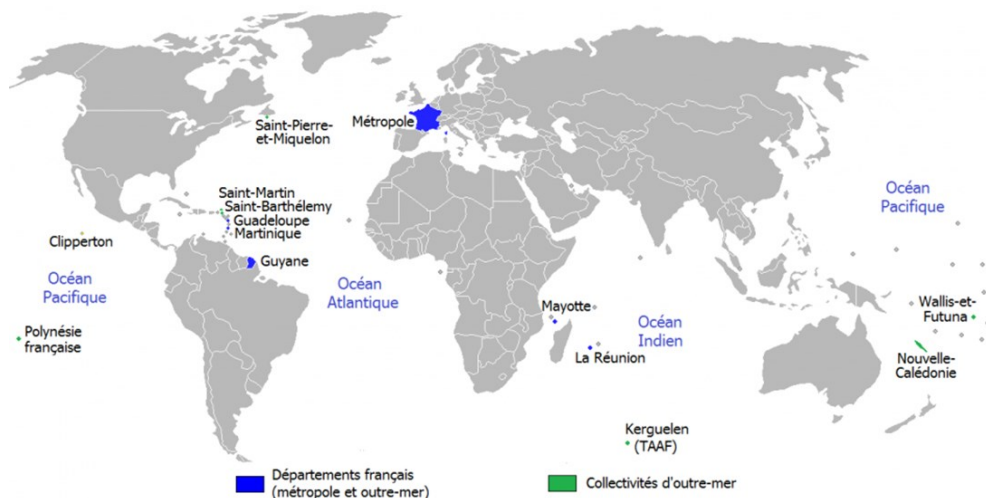
En règle générale, les partis écologistes gouvernementaux (type Verts-EELV) et les partis réformistes mâtinés d'écologisme (PdG-LFI de Mélenchon ou Générations de Hamon) sont bien incapables d'empêcher le réchauffement climatique, sans parler d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Il suffit d'examiner le bilan du gouvernement Jospin dont Mélenchon était ministre et de tous les gouvernements PS-PCF-PRG-Verts ou PS-PRG-EELV. Les uns comme les autres en sont réduits à se fier à l'État bourgeois. S'ils sont les champions pour culpabiliser les consommateurs individuels et les petits producteurs marchands, ils refusent de collectiviser l'industrie et le commerce, premier pas de la limitation des nuisances.

Pour que l'espèce humaine, prenant en compte les besoins et les ressources, renoue une relation harmonieuse avec la nature, il faut une économie planifiée rationnellement à l'échelle mondiale. Cela requiert d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et avec les frontières nationales érigées, donc de briser le pouvoir de la bourgeoisie et de démanteler ses États. Seule la classe ouvrière peut le faire en instaurant son propre pouvoir, en expropriant les capitalistes et en socialisant l'économie à l'échelle du monde.

Il faut d'urgence se débarrasser du capitalisme mondial pour préserver la biodiversité et les ressources naturelles, éviter le gaspillage et limiter les pollutions, empêcher la catastrophe climatique, miser sur le recyclage, les énergies renouvelables et les transports publics.

L'IMPRESCRIPTIBLE DROIT À L'INDÉPENDANCE DE « L'OUTRE-MER »

Parmi les « communautés, territoires ou départements d'outre-mer », les significativement peuplés sont la Réunion (océan Indien), la Guadeloupe (Antilles / Amérique centrale), la Martinique (Antilles / Amérique centrale), la Nouvelle Calédonie (océan Pacifique / Océanie), la Polynésie « française » (océan Pacifique / Océanie), la Guyane « française » (Amérique du Sud), Mayotte (océan Indien / Afrique).



L'ancien empire colonial français avait été établi, comme les autres, par la cupidité des colonisateurs et par la violence. Aux Antilles, quelle que soit la puissance coloniale, l'extermination des populations locales a conduit à leur remplacement par des esclaves d'origine africaine. La domination de la bourgeoisie française s'est naturellement heurtée, de la part des autochtones ou des esclaves, à une grande résistance.

Avant 1914, le PS-SFIO était aussi ambivalent vis-à-vis du colonialisme que la 2^e Internationale (IO) tout entière. Le premier parti ouvrier qui s'est clairement opposé et a commencé à lutter dans les actes pour l'indépendance des colonies fut le PC-SFIC à partir de 1919 sous l'impulsion de la 3^e Internationale (IC). Avec la bureaucratisation de l'URSS dans les années 1920-1930 et la stalinisation consécutive de l'Internationale communiste, le PCF, en même temps qu'il préconisait un bloc politique avec les partis bourgeois démocratiques est devenu réticent à l'émancipation des peuples opprimés. Le gouvernement Blum (1936-1938) puis celui du général de Gaulle (1944-1947) refusèrent l'indépendance. Ce gouvernement MRP-SFIO-PCF réprima violemment les peuples coloniaux (Sénégal, Syrie, Algérie, Indochine, Madagascar...). La « guerre froide » chassa le PCF du gouvernement, mais le PS-SFIO continua à participer aux gouvernements qui menaient des guerres coloniales (Indochine, Côte d'Ivoire, Maroc, Algérie...). Rejeté dans l'opposition, l'autre parti social-impérialiste continuait à s'opposer à l'indépendance des colonies et à défendre « l'Union française ». En 1954, le PCF condamna l'insurrection algérienne. En 1956, les députés PCF votèrent l'investiture du gouvernement Mollet puis les « pouvoirs spéciaux » qui donnaient à l'armée les pouvoirs des tribunaux et de la police. La torture fut quasiment légalisée.

Malgré la supériorité des équipements et des traditions militaires, malgré le recours massif aux tortures, l'armée de la République « démocratique » fran-

çaise a été vaincue en Indochine puis tenue en échec en Algérie. L'empire s'est effondré, comme ceux de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, du Portugal... Ce progrès historique, faute de révolution socialiste mondiale, n'a pas mis fin à la domination des puissances impérialistes et de leurs grands groupes capitalistes.

Certains territoires plus exigus n'ont pas donné lieu à un soulèvement analogue, souvent parce que leur population n'était pas été majoritairement « indigène » (mais des descendants d'esclaves ou d'immigration européenne). Ces COM-TOM-DOM restent sous le contrôle de l'État français. Parfois, une partie importante de la population n'aspire pas à l'indépendance et préfère être rattachée à un État à l'économie avancée, où la classe ouvrière avait arraché des conquêtes sociales dont elle peut espérer bénéficier. Pour ces raisons, la Guyane et Mayotte attirent aussi une immigration massive des États indépendants voisins.

Cet « outre-mer », malgré son coût pour l'État français, représente un réservoir de main-d'œuvre, une panoplie de ressources naturelles introuvables en « métropole » (l'État français en Europe) : site de lancement de satellites près de l'équateur, agriculture tropicale, mines de nickel ou d'or, pêche, etc. L'impérialisme français et ses multinationales y imposent le monopole du commerce et des prix, ce qui contribue à une misère et chômage de masse au prolétariat local. Sa répartition géographique lui confère un avantage stratégique, diplomatique et militaire, ainsi que le deuxième domaine maritime du monde (avec un potentiel d'exploitation halieutique et minière). Quand l'armée française a dû renoncer aux essais nucléaires dans le Sahara devenu algérien (Reggane, Ecker), elle s'est rabattue sur la Polynésie restée française (Mururoa, Fangataufa).

La « République » chère aux réformistes a toujours révélé son vrai visage face aux grèves et dans les colonies. Ainsi, en 1959, le gouvernement De Gaulle-Debré a assassiné trois Martiniquais lors d'un soulèvement et en 1967 le gouvernement De Gaulle-Pompidou a assassiné 120 Guadeloupéens à la suite d'une grève du bâtiment. Les partis « réformistes » (en fait sociaux-impérialistes) PS, PCF, LFI... sont aussi attachés que les partis de la bourgeoisie LREM, LR, FN... à maintenir par tous les moyens les restes de l'empire colonial sous la botte de leur bourgeoisie impérialiste. D'ailleurs, le PS l'a prouvé en Nouvelle-Calédonie quand le gouvernement Mitterrand-Fabius réprima violemment le mouvement des Kanaks et en particulier fit assassiner par le GIGN le dirigeant de l'UC (Union calédonienne) Éloi Machoro en janvier 1985. Le gouvernement Chirac prit le relais en envoyant 11 000 CRS et gendarmes pour écraser le mouvement indépendantiste : 19 militants du FLKNS ont été tués en mai 1988.

Sur cette base, celle de la violence coloniale, le gouvernement Mitterrand-Rocard fit signer en juin 1988 au FLNKS et au RPCR (le parti des colons « caldoches », aujourd'hui LR) les accords de Matignon qui découpaient l'archipel en 4 zones et renvoyaient à fin 2018 la question du référendum, en

comptant minoriser les Kanaks par l'émigration venue de la métropole et de la Polynésie française.

Les prestations sociales sont parfois inférieures, malgré les engagements de convergence. En règle générale, les prix sont plus élevés qu'en métropole, le chômage plus important. Parfois, comme en Guyane et à Mayotte, la délinquance et la criminalité frappent plus sévèrement la population. « L'Outre-mer » est socialement explosive mais la classe ouvrière, qui pourrait ouvrir la perspective de grève générale dans tout l'État français et donner l'exemple d'un gouvernement ouvrier et populaire, y est entravée, à chaque pas, par la crise internationale du mouvement ouvrier. En 2009, les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique déclenchèrent une puissante grève générale qui fut laissée isolée par les dirigeants syndicaux français et qui resta localement sous l'influence du nationalisme petit-bourgeois et bourgeois par le biais du front populaire LKP (« Liyannaj Kont Pwofitasyon », Collectif contre l'exploitation outrancière) soutenu par le PS, le PCF, LO et le NPA. En 2016, les travailleurs de Mayotte ont débordé les directions et déclenché la grève générale. Mais les chefs politiques et syndicaux des travailleurs de la métropole laissent isolée la grève qui se conclut par un accord peu contraignant pour l'État et le patronat. En 2017, le mouvement qui a secoué la Guyane a noyé la classe ouvrière qui avait déclenché une grève illimitée, dans un mouvement interclassiste dirigé par le collectif « Pou La Gwiyan dékolé » où dominant, en coulisse, les nationalistes guyanais et le Medef local et, devant les caméras, la douteuse milice anti-immigrés des « 500 Frères ».

Les travailleurs conscients de tout l'État français reconnaissent sans condition le droit à l'indépendance des survivances des colonies. Leur développement économique nécessite que ces populations nouent des liens librement avec celle de France, mais encore plus celles de leur voisinage géographique (dans le cas des Antilles, en particulier avec Cuba où le capital a été exproprié au début des années 1960). Les travailleurs conscients sont pour la rupture de la classe ouvrière avec la bourgeoisie rapace de la métropole, mais aussi avec la bourgeoisie locale des COM-TOM-DOM quelle que soit la couleur de sa peau.

Ils défendent l'indépendance de la classe ouvrière, avant tout de la bourgeoisie rapace de la métropole, mais aussi de la bourgeoisie locale des COM-TOM-DOM, rabougrie et capitularde :

Droit à l'indépendance de tout peuple de « l'Outre-Mer »

Mêmes droits pour la population qu'en « métropole »

Expulsion de la police et de l'armée coloniales

Libre association avec les pays voisins

LES PARTICULARISMES RÉGIONAUX AU SEIN DE L'HEXAGONE

L'État français a émergé tôt en Europe sous la houlette de la monarchie puis a été relativement homogénéisé par la Révolution française de 1789-1793 (poids et mesures, suppression des douanes internes, unification administrative et judiciaire, libertés démocratiques, conscription des jeunes hommes...), consolidé par la scolarisation en français de la 3^e République, si bien qu'il subit moins de tiraillements nationaux en son sein que l'État espagnol, l'État britannique, l'État belge, l'État italien... Cela ne signifie pas que tout particularisme a disparu, loin de là : par exemple, en 1999, le corse était parlé par 45 % de la population de la Corse, l'alsacien par 39 % en Alsace, le breton par 15 % en Bretagne, le provençal par 3 % en Provence...

Des forces politiques bourgeoises ou petites-bourgeoises hétérogènes s'appuient sur la langue minoritaire ou une nostalgie féodale pour avancer, souvent sous un masque culturel ou autonomiste, un programme nationaliste, celui de la séparation d'avec l'État français et de la constitution d'un État bourgeois supplémentaire. L'Alsace, la Bretagne, la Corse, l'Occitanie, etc. ne sont pas des colonies, quoiqu'en disent les « régionalistes ». Leurs populations ont toujours joui des mêmes droits que les autres territoires de la « métropole ». Elles ont globalement accepté la langue française comme un accès à la modernité et comme un outil de promotion sociale (comme l'anglais pour les migrants successifs aux États-Unis). Leurs « élites » ont fourni des dirigeants politiques innombrables à l'État français. Une telle fusion de la bourgeoisie locale et parisienne était impensable avec l'Indochine, le Maghreb, l'Afrique de l'ouest... dont les populations n'avaient pas le droit de vote.

Le particularisme le plus vigoureux de l'hexagone était avant la 2^e Guerre mondiale en Alsace où une grande partie de la population parlait massivement une langue germanique. Avec le rattachement ultérieur, sans consultation populaire, au 3^e Reich totalitaire, puis la force du consensus démocratique bourgeois à la défaite du régime nazi, le nationalisme alsacien a décliné.

La Flandre rattachée à la France était hétérogène linguistiquement, seule la partie septentrionale ayant parlé des dialectes néerlandais. Le nationalisme flamand du Nord de la France s'est vendu à Hitler pendant la 2^e Guerre mondiale et il est aujourd'hui insignifiant. Seul l'éclatement de l'État belge pourrait lui donner plus d'écho.

La Bretagne était hétérogène linguistiquement, seule la partie occidentale (Basse Bretagne) ayant parlé des dialectes celtiques. Le nationalisme breton s'est rallié au 3^e Reich durant la 2^e Guerre mondiale. Il s'abrite aujourd'hui derrière la volonté de rattacher le département de Loire-Atlantique à la région « Bretagne » de la 5^e République et un travail « culturel » pour imposer un breton unifié et tardif à toute la Bretagne. La nature de classe du nationalisme breton s'est dévoilée quand des patrons du Finistère (capitalistes de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et du transport routier) ont réussi à faire manifester en 2013 des ouvriers et des paysans-travailleurs coiffés de « bonnets

rouges » pour arracher au gouvernement l'abolition d'une taxe sur les camions décidée pour limiter la pollution. Les listes nationalistes ont cumulé moins de 8 % des voix lors des dernières élections régionales (2015).

La Corse a connu une révolution démocratique antérieure à celle de la France. Elle avait échoué par défection des propriétaires fonciers et des bourgeois locaux qui s'étaient ralliés à la monarchie française. On y parle traditionnellement des langues proches de certaines parlées en l'Italie. Lors de la Révolution française, l'aristocratie et la bourgeoisie corse « modérée » s'allièrent à la réaction monarchique européenne. Par la suite, de nombreux paysans pauvres échappèrent à la prolétarianisation en devenant colons français en Afrique et en Asie ou encore fonctionnaires français de la métropole ou de l'empire colonial. Malgré ses liens avec le grand banditisme et ses dérapages racistes contre les Arabes, le mouvement nationaliste contemporain a totalisé 56,5 % au second tour des élections territoriales de décembre 2017 (avec un taux d'abstention de 47,5 %).

L'Occitanie est, du point de vue de l'histoire, une invention. Les nationalistes occitans s'appuient sur la proximité linguistique des dialectes d'un tiers de la « métropole » (nissard, provençal, divers languedociens, gascon, béarnais, auvergnat...). Le concepteur d'une langue unifiée en 1935 et le fondateur de la Société d'études occitanes est Louis Alibert. Ce nationaliste occitan se rallie avec enthousiasme au maréchal Pétain en 1940. À partir de 1945, les nationalistes occitans remplacent la SEO par l'Institut d'études occitanes (IEO) qui copie l'IEC fondé en 1906 par les nationalistes catalans de l'État espagnol. Avec moins de succès que l'IEC avec le catalan moderne, l'IEO tente de répandre la « langue occitane » d'Alibert en 1935. Bien que la région administrative issue de la fusion du Languedoc-Roussillon et du Midi-Pyrénées ait adopté le nom « Occitanie » en 2014, les scores électoraux des nationalistes occitans restent dérisoires.

La population d'une partie de la région « Occitanie », le Roussillon, parle un idiome proche des dialectes catalans de Catalogne, de la Valence, des Îles Baléares. Au Pays basque français, on parlait une langue non latine en usage aussi de l'autre côté de la frontière, dans le Pays basque de l'État espagnol. L'attraction du nationalisme basque et catalan en France dépend du sort de l'État espagnol.

L'ex-PSU et l'ex-LCR ont manifesté dans les années 1970 de la complaisance à l'égard des courants régionalistes. Le NPA a parfois constitué, au mépris de l'indépendance de classe et de l'internationalisme, des listes communes avec des nationalistes des minorités. Néanmoins, dans l'État français, comme le montre la faiblesse électorale des partis nationalistes régionaux (à l'exception de l'île corse), le principal danger est plutôt le nationalisme français dont se font complices les bureaucraties syndicales CGT et FO, les partis sociaux-chauvins PS, PCF, LFI, PRCF, POID, POL....

Le prolétariat conscient combat toutes les discriminations, qu'elles visent les femmes, les immigrés, les Juifs, les Arabes, les Noirs, les

Turcs, les Roms, les religions minoritaires ou les orientations sexuelles minoritaires. Il exige la plus grande démocratie locale et régionale. Il défend le droit, tant pour les immigrés que pour les populations des régions de la « métropole » et de « l'Outre-mer » qui le désirent, de parler et d'apprendre d'autres langues que le français.

Il ne veut en aucun cas maintenir des parties du territoire par la force, parce que cela diviserait le prolétariat. S'il reconnaît le droit des Corses, des Catalans, des Basques, des Bretons, etc. de se séparer de l'État français, il s'oppose catégoriquement à cette solution. Au contraire, il préconise le dépérissement des frontières nationales actuelles au profit d'un ensemble plus vaste et plus démocratique, les États-Unis socialistes d'Europe ou la Fédération socialiste de la Méditerranée.

RÉTABLISSEMENT, DÉFENSE ET EXTENSION DES DROITS DÉMOCRATIQUES

Officiellement, pour la « République », la religion est une affaire privée. En réalité, l'État subventionne l'Église catholique généreusement : prise en charge par l'État des salaires des enseignants de ses établissements, subventions par les communes de « l'école privée », financement des lieux de culte (églises et cathédrales), paiement du clergé en Alsace-Moselle... Tous les gouvernements consultent tous les clergés obscurantistes et célèbrent l'unité nationale avec eux.

La démocratie bourgeoise exclut les résidents « étrangers ». Les travailleurs ne seront jamais émancipés par des élections tenues dans le cadre du capitalisme et organisées par l'État bourgeois. Mais ils sont les meilleurs défenseurs des libertés démocratiques car elles leur permettent de faire grève, de manifester, de s'organiser, de débattre... D'ailleurs, le suffrage universel est le résultat de mobilisations révolutionnaires en 1791, en 1848, en 1945. Les libertés fondamentales ont été rétablies en 1944 par l'armement du peuple.

Mais elles furent piétinées lors de la guerre coloniale en Algérie et elles sont de nouveau restreintes sous le même prétexte, celui de la « lutte contre le terrorisme ». Depuis 1986, plus d'une dizaine de lois successives a amputé les libertés démocratiques. Par la dernière en date, la « loi de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme » d'octobre 2017, le gouvernement Macron-Philippe a transposé dans le droit commun l'état d'exception du gouvernement Hollande-Valls : espionnage de la population, perquisitions administratives, assignations à résidence, contrôle des frontières... La Convention européenne des droits de l'homme ratifiée par l'État français n'est donc plus appliquée, sauf les articles qui prohibent la peine de mort et la torture. Les accords de Schengen signés par l'État français sont aussi piétinés depuis 2016, sans que la Commission européenne ait rappelé le gouvernement à l'ordre.

L'état d'urgence et le « plan Vigipirate » n'ont pas arrêté les actes terroristes : de 2015 à 2017, il y a eu en moyenne un attentat de fanatique par mois. Les mesures sont discriminatoires car elles transforment de manière permanente les musulmans en suspects. Sur 4 500 perquisitions administratives menées par la police lors de l'état d'urgence, 20 seulement ont établi des liens avec l'islamisme. Les contrôles aux frontières qui sont étendus depuis la loi de 2017 à une grande partie du territoire, visent, en réalité, l'immigration.

L'expérience montre que les lois et décrets liberticides sont toujours retournés contre le mouvement ouvrier. Déjà, à l'automne 2015, les assignations à résidence et les perquisitions ont visé des militants qui n'avaient rien à voir avec le djihadisme, mais voulaient manifester contre les chefs impérialistes et les despotes du monde entier venus participer à la farce du sommet de Paris sur le climat. Au printemps 2016, l'état d'urgence a servi contre les « autonomes » et les « antifascistes » et un militant de la JC qui participaient aux manifestations contre le projet de loi travail. Les défenseurs des migrants sont poursuivis par la justice.

Ces dispositifs et l'union sacrée autour de la police (à laquelle participent les directions de la CGT et de FO, LFI, le PS, le PCF) encouragent la violence répétée de la police et de la gendarmerie envers les piquets de grève, les manifestants, les jeunes des quartiers pauvres : assassinat de Rémi Fraisse en 2014, assassinat d'Adama Traoré en 2016... Les grenades offensives et les balles de défense sont utilisées pour attaquer des manifestants désarmés. Au premier semestre 2016, l'Inspection générale de la police nationale dénombrait 112 « tirs accidentels » ; au premier semestre 2017, ils étaient presque deux fois plus : 192.

Les groupes fascistes, le parti xénophobe FN, les dirigeants « démocrates » bourgeois (tels Chirac ou Sarkozy) et les partis politiques bourgeois « républicains » type LR sont coutumiers de propos antimusulmans et racistes. Des partis bourgeois (FN, PCD, DLF, LR...), les fanatiques chrétiens (Civitas, Promouvoir, Agrif, la Mouette...) et les bigots musulmans (UOIF-Frères musulmans...) font pression sur les autorités pour interdire les œuvres d'art, les spectacles, les journaux qui leur déplaisent et parfois leurs nervis les agressent directement.

Malgré l'hostilité de tous les clergés, le droit des homosexuel/elles à se marier a été reconnu en 1999 et en 2013, mais pas celui d'avoir recours à la procréation médicalement assistée. Le mouvement LGBT qui se bat pour la stricte égalité juridique est loin d'avoir obtenu satisfaction alors que les forces réactionnaires et fascistes pratiquent les agressions de lieux de réunion, de lieux publics ou de manifestations.

L'État bourgeois, qui prélève des taxes sur l'alcool et le tabac, réprime les consommateurs des autres psychotropes. La « lutte contre la drogue » est utilisée pour organiser des descentes de police répétées dans les quartiers populaires. La dépendance à un psychotrope doit devenir un problème médical, au lieu d'un délit.

Front unique ouvrier contre l'État policier et pour la laïcité :

Abrogation de toutes les lois anti-terroristes !

Levée des poursuites contre les militants arrêtés durant des manifestations et ceux défendant des travailleurs sans-papiers ou migrants ! Aucune poursuite contre les lanceurs d'alerte !

Condamnation des policiers coupables de délits et de crimes contre la population ! La police, hors des manifestations ! Dissolution de la police nationale, de la gendarmerie et de l'armée de métier ! Services d'ordre pour protéger les manifestants et les lieux de réunions !

Stricte séparation des religions et de l'État ! Abolition du statut clérical de l'Alsace et de la Moselle !

Liberté totale en art !

Pas d'amendes, pas de prison pour les usagers de drogues !

Stricte égalité juridique pour les homosexuel(elle)s, bisexuel(elles) et transgenres ! Gratuité de la PMA pour tous et toutes !

L'ÉTAT SERT LE CAPITAL

Un des mythes prônés par la classe dominante est que l'État est neutre et que tous les citoyens contribuent à ses dépenses en fonction de leur capacité.

En fait, les impôts progressifs (qui prennent plus aux riches qu'aux pauvres) sont mineurs : l'impôt sur le revenu représente 23,9 % des ressources de l'État, l'impôt sur les sociétés 9,5 %, l'ancien impôt de solidarité sur la fortune, moins de 2 %. En outre, les grandes fortunes et les grandes entreprises mondialisées y échappent largement. Les impôts « proportionnels » l'emportent puisque la TVA à elle seule constitue 48,6 % des recettes de l'État et il faut y ajouter les accises comme la taxe sur les produits énergétiques qui rapporte 3,5 % des

Évaluation des recettes perçues par l'État en 2018 (art. 57 de la loi de finances initiale pour 2018)	
	en millions €
RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)	
Impôt sur le revenu (produit net)	72 550
Impôt sur les sociétés (produit net)	25 869
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13 566
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	154 564
Autres contributions fiscales	20 056
Total des recettes fiscales nettes (A)	286 605

Ministère de l'action et des comptes publics, janvier 2018

recettes. En fait, les impôts officiellement proportionnels prennent une part plus grande de leur revenu aux pauvres car ils en dépensent la plus grande partie, alors que les riches épargnent massivement. Sous des prétextes variables, le budget de l'État comprend délibérément des exceptions (les « niches fiscales ») qui profitent aux riches.

Le gouvernement Macron-Philippe est le digne successeur des précédents gouvernements de la 5^e République bourgeoise. L'ISF, déjà édulcoré, disparaît quasiment et les dividendes versés par les grands groupes capitalistes seront taxés à 30 % au maximum, tous les impôts confondus. La justification est la « théorie du ruissellement » : ce qui est bon pour les riches est bon pour la nation, car ce sont eux qui la font tourner. Les partis bourgeois préfèrent accuser les « assistés » qui touchent des prestations sociales, voire les travailleurs de nationalité étrangère.

En particulier, certains médias, les économistes « libéraux » et les partis politiques de la bourgeoisie accusent les chômeurs de frauder massivement. En fait, d'après les contrôles renforcés de Pôle emploi, seuls 5 % de ceux qui touchent l'allocation-chômage ne cherchent pas d'emploi, alors que 100 % des grands groupes capitalistes et probablement 95 % des grandes fortunes mentent au fisc et pour des sommes sans commune mesure (350 milliards d'euros d'évasion fiscale estimée dans le monde).

En réalité, ceux qui produisent réellement les richesses, les travailleurs (prolétaires, indépendants, cadres inférieurs et moyens) supportent l'essentiel du fardeau de l'impôt. La grande bourgeoisie échappe largement aux prélèvements, soit par des moyens légaux (« niches fiscales », « optimisation fiscale », « évasion fiscale », etc.), soit par la fraude, tout en encaissant des intérêts que verse l'État quand il emprunte. La fraude fiscale en France représente au bas

Solidaires finances publiques, novembre 2017

De plus en plus diverse et complexe, la fraude fiscale prend diverses formes :

- La fraude internationale concerne la TVA (TVA intracommunautaire, régime 42...), l'impôt sur les sociétés (manipulations de prix de transfert) ou l'impôt sur le revenu (actifs et revenus non déclarés). Elle utilise les sociétés écrans, des montages sophistiqués, des régimes fiscaux « privilégiés »... La liberté de circulation des biens et des capitaux, les « paradis fiscaux et judiciaires », le numérique, l'ingénierie financière et fiscale ou le manque de coopération favorisent son développement.
- La fraude nationale est alimentée notamment par : le travail non déclaré (le « travail au noir » représenterait 10,8 % du produit intérieur brut en France), le détournement des régimes fiscaux dérogatoires, les logiciels permissifs, la fraude à la TVA (non déclarée, déduite à tort, etc), le paiement en liquide de sommes non déclarées, la sous-estimation de la valeur du patrimoine, etc.

Notre organisation alerte régulièrement l'opinion et les pouvoirs publics sur l'ampleur de la fraude et la nécessité de la combattre. La question ne date pas d'hier : en 2007, le Conseil des prélèvements obligatoires s'en inquiétait. Tous les travaux et rapports confirment son ampleur. La Commission européenne s'alarme du niveau de la fraude aux recettes publiques, estimée à 1000 milliards d'euros dans l'Union européenne¹. Cette estimation concerne la fraude aux prélèvements obligatoires soit, en France, la fraude fiscale et la fraude « sociale » (travail non déclaré), estimée par la Cour des comptes entre 20 et 25 milliards d'euros par an.

► 80 à 105 milliards d'euros par an, tel serait le montant de la fraude annuelle aux prélèvements obligatoires en France.

mot entre 60 et 80 milliards d'euros par an alors que le déficit budgétaire de l'État était de 64 milliards d'euros en 2017.

Quand une ouvrière ou un employé achète un bien de consommation, ils versent 20 % d'impôt (TVA) sur le prix hors taxe, et éventuellement une « écotaxe ». Mais quand le groupe Dassault vend un jet privé, qui émettra pendant plusieurs années énormément de gaz à effet de serre pour transporter une seule personne, il propose à son client de situer l'achat dans un paradis fiscal, pour lui faire économiser 4 millions d'euros de TVA. De même, les patrons de la Fédération de l'industrie nautique ne manquent pas de demander l'aide de l'État en cas de cyclone à Saint-Martin ; parallèlement, ils conseillent les acheteurs de yacht, en général dissimulés par des sociétés-écran, afin qu'ils n'acquittent pas d'impôt sur l'achat, la détention et les dépenses des croisières.

L'État est chargé d'administrer les affaires communes de la classe capitaliste. Tout en renforçant son appareil répressif, il restreint les dépenses d'enseignement, de santé, de logement et il privatise ce qui était considéré comme des « services publics » échappant en partie à la logique marchande : la poste, les télécommunications, l'électricité, le gaz...

Dans la démocratie bourgeoise, tout gouvernement prétend détenir son pouvoir de la démocratie des urnes, tous les 5 ans. Mais ces voies électorales si chères au PS, au PCF et à LFI ne permettent jamais de contrôler l'économie, de lutter contre la cherté de la vie et le chômage. Quelle que soit sa composition, le gouvernement attaque les acquis sociaux pour aider le patronat, pour soutenir le taux de profit.

Les dirigeants des partis (et des syndicats) du mouvement ouvrier dans l'opposition disent que le gouvernement mène une mauvaise politique et qu'en changeant le président et les députés, tout en gardant le capitalisme, la situation des travailleurs s'améliorera. En attendant les prochaines élections présidentielles et législatives, les dirigeants syndicaux se rendent aux convocations du gouvernement, discutent et amendent ses projets, puis s'y opposent de manière symbolique ou le soutiennent. Les parlementaires réformistes s'agitent un peu à l'Assemblée et promettent que, si les citoyens votent mieux, on ne verra plus de choses pareilles. Ainsi, ni les uns ni les autres ne contestent la légitimité du gouvernement capitaliste, de l'État bourgeois, ni de « l'intérêt supérieur de la Nation ».

Les exploités et la jeunesse de France n'ont à attendre que de nouveaux coups de tout gouvernement bourgeois (« de droite », « de gauche », « ni de droite ni de gauche »).

Alliance ouvrière et populaire pour :

Abolition des impôts sur la consommation des biens et services de base (TVA, etc.) ! Suppression de toutes les niches fiscales !

Fiscalité progressive !

Contrôle des comptes des grands groupes par leurs travailleurs, ceux des banques et du fisc !

DÉMANTELER L'APPAREIL RÉPRESSIF DE L'ÉTAT BOURGEOIS

L'État n'est pas neutre, au-dessus des classes. La fonction essentielle, primordiale d'un État est de défendre l'inégalité sociale et l'exploitation, la minorité exploiteuse contre la majorité des exploités et des semi-exploités, de garantir les rapports d'exploitation. La police, comme la justice, protège accessoirement les pauvres et les faibles, rarement les libertés politiques. C'est une fonction secondaire, mineure, annexe, même si elle est indispensable à son acceptation sociale.

C'est pourquoi la classe capitaliste estime nécessaire de restreindre les services qui améliorent la vie du plus grand nombre (instruction, santé, logement...) parce que ces concessions, même si elles sont compatibles avec le capitalisme, pèsent sur son taux de profit et affaiblissent sa position concurrentielle. Par contre, la bourgeoisie française a besoin de la police et de l'atout que représente une armée capable d'intervenir à l'étranger face aux autres bourgeoisies dont les groupes capitalistes se disputent le monde (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon...).

Le militarisme et l'État policier coûtent cher : bases militaires dispendieuses, dépenses en armements pharamineuses, entretien du porte-avion et des sous-marins, paie supérieure à celle des civils de qualification comparable, retraites avantageuses, primes de toutes sortes, transports sans considération des bilans carbone, etc. Vu le poids grandissant de l'appareil répressif de l'État, la bourgeoisie tente de reporter son financement sur les prolétaires et les autres travailleurs (indépendants, cadres). Officiellement, les tribunaux et les prisons reçoivent plus de 7 milliards d'euros, la police nationale et la gendarmerie presque 13 milliards d'euros, les trois armées plus de 34 milliards d'euros, au total les dépenses « régaliennes » s'élèvent à 2,5 % du PIB. Encore sont-elles sous-estimées car elles omettent les polices municipales, les subventions aux groupes de l'armement, les dépenses affectées à la recherche scientifique qui visent en fait à perfectionner les moyens d'espionnage et de destruction, etc. En outre, bien que les douanes soient rattachées au ministère de l'Économie, une bonne partie de leur personnel sert à la répression, notamment à la chasse aux immigrés.

L'appareil judiciaire et carcéral, la police et l'armée de métier sont traitées de manière différente des autres administrations. Pour celles-ci, austérité et coupe des effectifs ; pour celles-là, recrutement accru et largesses budgétaires. Le budget de « la justice » augmentera de 3,9 % en 2018, celui de « la défense » de 5,6 %, celui de « l'intérieur » de 7 %. Macron a prévu de recruter sur le quinquennat 1 000 gardiens de prison, 10 000 gendarmes et policiers. Désormais, les piquets de grève et même les manifestations, surtout les cortèges de jeunes, sont confrontés à des forces de répression multiples et suréquipées (CRS, gendarmerie mobile, flics en civil, sans parler des provocateurs infiltrés au sein des « autonomes » qui détruisent des équipements publics).

L'État français dispose de bases militaires, outre celles de la « métropole » et les « territoires d'outre-mer », en Côte d'Ivoire, à Djibouti, aux Émirats arabes unis, au Gabon, au Sénégal. Depuis 1995, les armées françaises ont été enga-

gées dans 106 opérations menées à l'extérieur (Opex). Elles interviennent actuellement au Mali, en Syrie, en Irak..., tantôt seules ou tantôt sous l'égide de l'ONU, une caverne de brigands dont le Conseil de sécurité permanent de 5 membres (dont la France) s'arroge le droit de sanctionner ou attaquer un pays plus petit et dominé. Depuis 1954, la France est dotée de l'arme nucléaire (et a aidé Israël à s'en munir). L'armée menace en permanence la planète de 300 têtes nucléaires : trois lots de seize missiles M51 sont portés par quatre sous-marins nucléaires dont trois sont actifs à chaque moment, cinquante-quatre vecteurs ASMPA qui équipent des avions de combat qui peuvent décoller des bases militaires ou du porte-avions. Des manœuvres militaires ont lieu dans les villes et la présence des troupes dans les lieux publics est justifiée au titre de la lutte contre le terrorisme (Opération sentinelle). En fait, l'armée de mercenaires peut aussi ramener l'ordre à l'intérieur si les juges, les prisons, la police nationale, la gendarmerie étaient débordés.

D'ailleurs, les forces spéciales de la gendarmerie et de la police nationale constituées officiellement contre le grand banditisme ont déjà tué des indépendantistes en Nouvelle-Calédonie en 1985 (GIGN), brisé en 2005 des grèves de postiers (GIPN) et de marins (GIGN). Les exigences des gardiens de prison, des policiers et des militaires sont dangereuses pour la classe ouvrière : elles signifient moins de libertés démocratiques et plus de moyens d'écraser les peuples opprimés ou de réprimer les exploités et les jeunes. Les policiers sont pourtant syndiqués par FO, l'UNSA, la CGT, la CFDT, la FSU et même Solidaires, la seule confédération qui dénonce systématiquement la répression. Le PS, le PCF et LFI se prononcent pour davantage de militaires et de policiers. LO, le POID, le POI et le groupe La Commune présentent les matraqueurs comme des salariés ordinaires.

En janvier 2015, après les attentats des fanatiques musulmans contre des Juifs et des dessinateurs, le PS et le Front de gauche (PCF et PdG de Mélenchon) ont voté l'état d'urgence (et entonné La Marseillaise debout avec les députés LR et FN) ; tous les chefs syndicaux (y compris CGT, Solidaires, FO et FSU) ont manifesté avec le gouvernement, les partis politiques bourgeois, la CPME et le Medef. Les dirigeants syndicaux et les partis réformistes ont même soutenu les manifestations de policiers dirigées par le FN et les groupes fascistes à l'automne 2016.

Contrairement à ce que répandent les défenseurs de l'ordre existant et nombre de séries télévisées, le métier de policier n'est pas le plus dangereux. Certes, ils courent plus de risques que les capitalistes qu'ils sont payés pour protéger : en 2016, 26 policiers et gendarmes ont trouvé la mort en exerçant leur profession, dont 10 dans leurs locaux ou sur les trajets de leur domicile au travail ; en 2015, 6 ; en 2014, 11 (Office national de la délinquance). Cependant, la mortalité est proportionnellement plus élevée chez les prolétaires de la construction, de l'agriculture, de la pêche des industries extractives, du travail du bois, du transport et de l'entreposage. Par exemple, il y a eu 78 décès d'ouvriers agricoles dus aux accidents du travail en 2015 ; 87 en 2014 (Mutualité sociale agricole) et 122

décès d'ouvriers du BTP en 2015, 145 en 2014 (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).

Quand un riche qui triche avec le fisc est pris, l'État négocie discrètement un compromis. La prison est surtout pour les classes subalternes. Toutes choses égales par ailleurs, les personnes privées d'emploi ont 1,5 fois plus de risque d'être condamnées à de la prison ferme que celles qui ont un emploi et 1,8 fois plus d'être placées en comparution immédiate. Les prévenus dont le revenu est inférieur à 300 euros mensuels sont 3,2 fois plus souvent condamnés à de la prison ferme que ceux dont le revenu mensuel est supérieur à 1 500 euros mensuels. Contrairement aux mensonges que répandent FN, LR et compagnie, les étrangers sont trois fois plus souvent orientés en comparution immédiate et 4,8 fois plus souvent placés en détention provisoire pour une même infraction que les personnes nées en France.

La bourgeoisie ne consentira jamais aux mesures qui peuvent sortir la société du bourbier. Non seulement elle s'appuie sur l'appareil répressif de l'État pour défendre ses privilèges mais elle encourage et finance en cas de besoin des bandes fascistes adossées à la police et à l'armée.

Les travailleurs ne sont pas des moutons pacifistes qui se laissent conduire à l'abattoir et ils ne peuvent faire confiance au parlement, aux tribunaux ni à la police pour désarmer les bandes fascistes. Ils doivent réapprendre à se défendre. Si les tensions militaires entre impérialismes s'intensifient, si le service militaire est rétabli, le mouvement ouvrier devra exiger l'extension des libertés démocratiques à l'armée et organiser les conscrits qui sont des travailleurs sous l'uniforme pour paralyser, diviser et retourner en partie l'armée.

Sans la destruction de l'État bourgeois, en particulier de son noyau répressif et militariste, toutes les conquêtes démocratiques sociales sont fragiles et il ne peut y avoir d'espoir du socialisme.

Front unique ouvrier pour :

Défense par des services d'ordre et des milices ouvrières des manifestations, des grèves, des quartiers populaires des locaux des syndicats, des LGBT et des partis ouvriers contre la police et les bandes fascistes !

Élection et révocabilité des juges !

Sortie de l'OTAN ! Fin immédiate des expéditions néocoloniales ! Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Licenciement des corps de répression et de l'armée de métier !

Armement du peuple comme en 1789, en 1848, en 1871 et en 1944 !



Paris, 1871 : Voyez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat. Engels

LIQUIDER LES INSTITUTIONS DE LA BOURGEOISIE

Jusqu'à la révolution de février 1848 incluse, le prolétariat a servi de marchepied à la course au pouvoir de la bourgeoisie cherchant à supplanter le clergé, l'aristocratie et la monarchie. La nouvelle classe exploiteuse ne s'est résolue à la République et n'a accordé le suffrage universel (masculin) que sous la pression des classes subalternes. La 2^e République de la bourgeoisie s'est retournée en juin 1848 contre les ouvriers et les artisans qui avaient abattu la monarchie en prenant les armes.

La 3^e République de la bourgeoisie française était parlementaire, mais réprimait violemment la classe ouvrière tout en soumettant les peuples de l'immense empire colonial par le joug clérical, policier et militaire. La Chambre des députés élue en juin 1936 a ratifié l'annulation des conquêtes de la grève générale en 1938 avant de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940. Les libertés démocratiques et les conquêtes sociales ont été restaurées grâce à l'armement de la population et à la peur de la révolution sociale qui secouait l'Europe au sortir de la guerre mondiale. Née en 1945, la 4^e République de la bourgeoisie française, tout en étant parlementaire, était basée sur le maintien du capitalisme, la reconstruction de l'État bourgeois, la tentative de restaurer l'empire colonial.

La démocratie bourgeoise la plus élevée, celle d'un régime parlementaire de type 3^e République ou 4^e République française, est viciée par l'expulsion du vote des travailleurs étrangers et des travailleurs de moins de 18 ans, par le manque d'énergie des producteurs une fois qu'ils se sont déplacés et qu'ils ont accompli leurs tâches professionnelles ou domestiques, par la domination des médias par les groupes capitalistes, par la corruption des dirigeants des partis ouvriers bourgeois et des confédérations syndicales.

Si les circonstances l'exigent, la majorité de la bourgeoisie ne s'embarrasse plus du parlement et confie le pouvoir à un chef suprême : 1799, 1851, 1871, 1940 et 1958. En 1958, un coup d'État militaire du général De Gaulle a mis fin au parlementarisme. Mais la 5^e République de la bourgeoisie a dû composer

en 1960-1961 avec les conscrits et le mouvement ouvrier pour finir la guerre d'Algérie face à la fraction de la bourgeoisie et de l'armée qui refusaient d'accepter la décolonisation (putsch des généraux en 1960, terrorisme de l'OAS jusqu'en 1962). Par conséquent, le rôle politique de l'armée a décliné brutalement et les libertés démocratiques ont été maintenues. Le bonapartisme s'est mué, surtout après la grève générale de 1968, en simple présidentialisme, conformément à la tendance mondiale au renforcement de la technocratie aux dépens des parlementaires.

Face à un régime despotique (monarchie absolue, oppression étrangère, fascisme, dictature militaire), le mot d'ordre d'assemblée constituante présente, malgré ses limites, un aspect progressiste. Mais dans un État comme la France où le droit d'opinion, de réunion, d'organisation, de grève est préservé, où le suffrage universel et le pluralisme politique sont la règle, où l'Assemblée nationale peut renverser le gouvernement, l'assemblée constituante relève, au mieux, du crétinisme parlementaire. D'ailleurs, ses promoteurs (PCF, PdG-LFI, Générations, POID, E!, POI, D&S...) ne cachent pas qu'ils désirent bricoler une « 6^e République » bourgeoise.

Pour dépasser la démocratie bourgeoise, pour remplacer la 5^e République de la bourgeoisie, la voie progressiste est la révolution sociale, celle tracée par la Commune de Paris en 1871, d'une démocratie supérieure à celle qu'accorde la République bourgeoise la plus parlementaire. La dictature du prolétariat, l'État ouvrier doit reposer sur la démocratie des conseils-comités-communes et ouvrir ainsi la voie au dépérissement de l'État et au socialisme-communisme mondial.

Vers la République des travailleurs :

Mêmes droits politiques pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité !

Suppression du Sénat, de la Présidence de la République, du Conseil constitutionnel !

Révocabilité de tous les élus ! Indemnisation des élus au salaire d'une travailleuse qualifiée !

Création d'organes de lutte et de débat dans les entreprises, les quartiers, les villes dans lesquels tous les partis ouvriers pourront confronter librement leurs analyses et leurs propositions ! Autodéfense, contrôle de la production et de la répartition par ces organes de lutte et de débat ! Centralisation des conseils/comités à l'échelle régionale, nationale et européenne ! Désignation par eux d'un gouvernement des travailleurs à l'échelle régionale, nationale et européenne !

États-Unis socialistes d'Europe ! Fédération socialiste de la Méditerranée !

POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

L'Union européenne (UE) ne recouvre qu'une partie de l'Europe. Elle est née, sous le nom de CEE, d'un compromis bancal négocié en 1957 entre 6 bourgeoisies d'Europe de l'Ouest conscientes de l'étroitesse insupportable de leurs frontières. En particulier, la bourgeoisie allemande, après l'échec du 3^e Reich, ne pouvait avancer ses pions, malgré sa suprématie économique, que sous le masque d'un regroupement ; la bourgeoisie française, après l'écroulement de son empire colonial, ne pesait guère à elle seule dans les relations internationales, malgré les fanfaronnades du général De Gaulle mais elle bénéficiait de s'être placée, tardivement, dans le camp des vainqueurs de la 2^e Guerre mondiale. La nécessité impérieuse des échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre entre les économies capitalistes a poussé jusqu'à 22 États à rejoindre les fondateurs de l'UE. 17 d'entre eux (« zone euro ») ont même décidé en 1992, pour faciliter ces échanges économiques et moins dépendre des variations du dollar ainsi que de la politique monétaire de la Fed, d'unifier la monnaie en adoptant l'euro en 1999.

Mais leur Europe est apparue trop tard, à l'époque de décadence historique du capitalisme. Les bourgeoisies européennes sont incapables de fusionner entre elles et de supprimer les frontières archaïques car chacune d'entre elles est inséparable de son vieil État national. Celui-ci lui est indispensable pour garantir l'exploitation de son prolétariat (dont, partout, une partie est d'origine étrangère) et pour défendre ses intérêts contre les autres bourgeoisies (y compris ses voisines du continent). Par conséquent, ces puissances impérialistes restent divisées et impuissantes face aux impérialismes américain, russe, chinois et japonais. Si la RDA a été absorbée par la RFA impérialiste, les frontières se multiplient dans un continent déjà très émiétté (éclatement de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de l'URSS) et la guerre a de nouveau frappé le continent depuis la fin du XX^e siècle (Chypre, Croatie, Slovénie, Bosnie, Serbie, Kosovo, Moldavie, Géorgie, Ukraine...).

Pourtant, des partis nationalistes bourgeois clament dans les régions les plus prospères de l'UE (Flandre, Lombardie-Vénétie, Catalogne, Écosse...) qu'il ne faut plus payer pour les autres et que la séparation apportera à la population locale la prospérité, comme si des États capitalistes rabougris pouvaient échapper aux crises capitalistes mondiales et à la domination étrangère. Ce sont les mêmes arguments fallacieux et chauvins qui ont servi au parti nationaliste anglais UKIP et à une aile du Parti conservateur pour sortir la Grande-Bretagne de l'Union européenne en 2016. Le Parti travailliste ne s'y est opposé que mollement et les principales organisations centristes britanniques, le SWP et SPEW, l'ont soutenu. En France, le PdG-LFI, le PCF, le POID, le PRCF, le POI, la GR, le GLC... ont également présenté le Brexit comme une victoire des travailleurs. En fait, le capitalisme britannique commence à payer le prix de cette rupture et la xénophobie s'est renforcée au détriment des travailleurs immigrés, notamment des Polonais.

Une partie du mouvement ouvrier (direction de la CFDT et de l'UNSA, PS...) place sa confiance dans l'UE, comme le grand capital français et les partis bour-

geois LREM, Modem, UDI, la majorité de LR. Mais l'UE capitaliste, si elle survit aux prochaines crises économiques et politiques, ne peut pas être transformée au bénéfice des travailleurs.

Le référendum de 1973 (Oui à l'élargissement), celui de 1992 (Oui à la monnaie unique) et celui de 2005 (Non au projet de constitution européenne) ont opposé deux fractions de la bourgeoisie française sur un choix fallacieux entre deux solutions capitalistes aux problèmes de l'UE et l'État français. Ni dans les deux premiers résultats, ni dans l'autre, le prolétariat ne s'est renforcé.

Reflétant les inquiétudes d'une partie fragile de la bourgeoisie française (surtout le petit capital), le parti fascisant FN, son allié souverainiste et xénophobe DLF, une aile du parti post-gaulliste LR, dénoncent une « Europe » toute puissante qui dicterait leur conduite aux États nationaux dépouillés de leur souveraineté. Cette fraction de la bourgeoisie est suivie lamentablement par une partie du mouvement ouvrier : les directions syndicales CGT et FO, LFI, le PCF, le POID, le PRCF, le POI, etc. La racine du social-chauvinisme français est que les bureaucraties corrompues sont attachées au capitalisme par une laisse surtout nationale, l'État bourgeois français. Or, le poison nationaliste, répandu en particulier par Mélenchon, est dangereux pour l'unité de la classe ouvrière en France, pour l'union de la classe ouvrière de France avec celle des autres pays d'Europe et du monde.

Les principales attaques contre la classe ouvrière sont menées par l'État français qui est au service de la bourgeoisie française. Les instances de l'UE comme la Commission européenne les approuve, les encourage mais ne les impose pas à l'État français. Par contre, la bourgeoisie impérialiste française participe, cachée derrière l'UE, aux attaques contre le prolétariat grec.

L'UE résulte de compromis successifs entre les États qui la composent. Derrière une façade démocratique, l'Union européenne recouvre une hiérarchie d'États : à la base, des pays dominés (Grèce, Bulgarie, Roumanie, Estonie, etc.) ; à leur tête, une poignée de grands pays impérialistes (Allemagne, France, Italie) ; entre les deux, des impérialismes de taille réduite (Espagne, Pays-Bas, Suède, Finlande, Luxembourg, Belgique, etc.). Les « sommets franco-allemands » ne figurent nulle part dans les multiples traités communautaires, mais ils préparent de fait, depuis 1957, les réunions du Conseil européen. Ainsi, aucune décision importante de l'UE n'a été prise sans l'accord préalable des gouvernements allemand et français : création du marché commun en 1957, adoption d'une politique agricole commune en 1962, élargissement de 1973, adoption de parités fixes entre les monnaies en 1979, décision d'une monnaie unique en 1992, lancement de l'euro en 1999, élargissement de 2004, adoption de nouvelles règles de fonctionnement en 2009, prêts à la Grèce en 2010, demain les conditions du Brexit...

Le Parlement européen n'a que des pouvoirs limités, puisque les décisions de l'Union européenne sont prises par le « Conseil européen » (et dans une moindre mesure le « Conseil de ministres »), c'est-à-dire par accord entre les 27 pouvoirs exécutifs nationaux. Elles sont appliquées par la « Commission euro-

péenne » dont les commissaires sont nommés par les gouvernements nationaux. De même, le président et les gouverneurs de la Banque centrale européenne sont nommés par les 19 gouvernements de la zone euro.

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État, même de type fédéral. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée pour l'essentiel par des contributions des États membres. Ensuite, ces ressources s'élèvent à moins de 1 % du PIB de la zone. Enfin, le gouvernement allemand, qui prédomine dans l'UE, a annoncé que les dépenses ne devaient pas augmenter.

L'Union européenne n'a guère de politique internationale commune et ne dispose d'aucun moyen militaire pour l'appliquer. Il n'y a pas d'armée « européenne » malgré des tentatives répétées de l'État français. La Russie a profité de cette faiblesse en Ukraine en 2014. Les principales bourgeoisies de l'UE se sont rangées dans l'OTAN, acceptant l'hégémonie militaire des États-Unis. Leur politique extérieure peut se montrer différente de celle des États-Unis, mais est rarement unie. Par exemple, l'intervention impérialiste américaine, britannique, italienne, espagnole en 2003 en Irak s'est faite contre l'avis de la Russie, de l'Allemagne et de la France. De même, l'intervention impérialiste américaine, française, britannique, italienne et espagnole en 2011 en Libye a eu lieu malgré le gouvernement allemand. Enfin, les interventions impérialistes françaises en 2013 au Mali et en Centrafrique ont été décidées sans consulter l'UE ni les autres gouvernements.

Lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, la règle fut « chacun pour soi ». L'UE n'a rien décidé, à part, tardivement, la Banque centrale européenne qui a prêté sans limite à toutes les banques de la zone euro puis racheté les titres des dettes publiques des États membres (malgré l'hostilité du gouvernement allemand). Pour le reste, chaque État national a financé abondamment, sans aucun respect du « libéralisme » ni des règles de déficit public et de dette publique des traités de l'UE, ses propres groupes financiers et ses entreprises automobiles. Aucune sanction n'a jamais été prise par la Commission européenne pour manquement aux limites budgétaires fixées par les traités (déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %).

Malgré les réticences initiales du gouvernement allemand, les États périphériques ont fini par obtenir l'aide conjointe du FMI, de l'UE et de la BCE car l'euro, voire l'Union européenne tout entière, étaient en danger. Successivement, les bourgeoisies de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne et de Chypre ont reçu des prêts colossaux, le remboursement se faisant sur le dos des travailleurs : baisse massive des salaires et des pensions, licenciement de centaines de milliers de fonctionnaires, dislocation de la santé publique et de l'enseignement, etc. En outre, les entreprises publiques de la Grèce ont été vendues aux capitalistes chinois, russes, français, allemands... et grecs. Le prolétariat de ce pays a été paupérisé, trahi par le parti ouvrier bourgeois issu du stalinisme, Syriza (que le PdG, le PCF et le NPA avaient fait passer pour la solution), laissé sans perspective par les bureaucraties syndicales et l'autre parti social-chauvin lui aussi

ex-stalinien KKE qui, pour préserver leur bourgeoisie, font diversion avec les échéances électorales et des grèves bornées à une ou deux journées.

Revenir au franc français n'aurait rien de progressiste, cela déboucherait probablement sur la hausse des taux d'intérêt et l'inflation. Refermer les frontières françaises serait totalement réactionnaire, cela aboutirait à la récession économique et à de graves tensions avec les pays voisins.

Front unique ouvrier vers l'Europe des travailleurs :

À l'Union européenne, si peu unie et irréversiblement capitaliste, le prolétariat conscient oppose non le repli protectionniste, archaïque et impraticable sur le capitalisme français, mais les États-Unis socialistes d'Europe et la Fédération socialiste de la Méditerranée.

Suppression de la TVA, fiscalité progressive unique dans toute l'Europe !

Alignement du droit du travail sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe !

Annulation de la dette de la Grèce à l'égard de l'État français et des banques françaises !

Libre circulation des travailleurs de tous les pays en Europe, mêmes droits pour tous les travailleurs !

À bas l'OTAN ! À bas l'Union européenne ! États-Unis socialistes d'Europe !

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES SYNDICATS

La démocratie bourgeoise repose sur le mythe d'individus libres qui contractent un accord général pour vivre entre eux, par le « contrat social » d'où naissent les lois qui s'imposent à tous. En outre, chacun, s'engage par tel ou tel accord réciproque avec un autre par des « contrats » qui valent loi pour les deux parties concernées. Le « contrat de travail » n'en serait que l'application. En réalité, les deux cocontractants sont en position inégale. Si les producteurs disposaient, individuellement (petite production marchande) ou collectivement (transition au socialisme), des moyens de production, ils ne se placeraient pas sous la domination d'autrui pendant une partie de la journée et durant la plus grande part de leur existence. Ils sont contraints de vendre leur force de travail à d'autres qui détiennent, eux, les moyens de production.

Comme l'expérience le montre, le face-à face entre une travailleuse ou un travailleur et le capitaliste (ou le cadre qui le représente) est particulièrement désavantageux, déséquilibré. Par conséquent, la classe ouvrière se regroupe pour négocier collectivement la vente de la force de travail (salaire, temps de travail, tâches, conditions de travail, etc.) avec le patron sur le lieu de l'exploitation et faire pression sur l'État. Cette « union » ou « coalition » durable des salariés est le syndicat.

Taux de syndicalisation des salariés selon la taille de l'établissement et le secteur

En %

Dares, <i>Analyses</i> , mai 2016	Fonction publique	Secteur marchand et associatif	Ensemble
Moins de 50 salariés	18,5	5,0	7,0
De 50 à 199 salariés.....	22,8	11,5	14,6
200 salariés et plus	20,0	14,4	16,3
Ensemble	19,8	8,7	11,2

Ministère du travail, *Dares analyse*, mai 2016

En France, face à l'hostilité initiale des patrons et à la répression des gouvernements de la République parlementaire, la CGT (d'où sont issues la CGT actuelle, FO, la FSU et l'UNSA) est fondée en 1895 avec une coloration anarchiste, syndicaliste-révolutionnaire (ses dirigeants croient que la grève générale suffit à assurer la révolution sociale et l'abolition du salariat). L'Église catholique dresse comme un contre-feu un « syndicalisme chrétien » qui prend le nom de CFTC en 1919 (d'où viennent la CFDT, Solidaires et la CFTC actuelle). Pour pouvoir jouer ce rôle, les associations catholiques doivent apparaître comme un syndicat, revendiquer, faire respecter les contrats collectifs et les lois sociales.

L'éclatement de la 1^{re} Guerre mondiale révèle au grand jour la transformation progressive de l'appareil de la CGT en une bureaucratie ouvrière vendue à la bourgeoisie française. Comme la direction du PS-SFIO, celle de la confédération soutient l'Union sacrée. Le drapeau de l'internationalisme est levé en France, de manière tardive et peu conséquente, dans la CGT d'abord, avant le PS-SFIO. Depuis 1914, la direction de la CGT collabore avec la classe capitaliste et l'État bourgeois, tout en s'attribuant les mérites des poussées révolutionnaires (1936, 1945, 1968) et des conquêtes sociales et politiques que la classe ouvrière a alors arrachées à la bourgeoisie.

Les bureaucraties syndicales négligent le plus souvent les travailleurs les plus exploités (étrangers sans-papiers, précaires, femmes à temps partiel subi...). Un lamentable exemple est fourni par les centaines de « chibanis » (travailleurs marocains surexploités par la SNCF pendant plusieurs décennies). D'un côté, des dizaines de milliers de militants subissent chaque année la répression patronale et étatique (surtout ceux de la CGT et des SUD) ; de l'autre, les appareils fédéraux et confédéraux sont corrompus financièrement par les capitalistes et surtout l'État bourgeois (ils reçoivent plus de subventions que de cotisations). L'affaire Lepaon a montré en 2014 le mode de vie des chefs syndicaux. Des bureaucrates syndicaux siègent au « Conseil économique, social et environnemental » et aux CESE régionaux, au « Conseil d'orientation des retraites », au « Conseil d'orientation pour l'emploi », au « Conseil supérieur de la fonction publique de l'État », au « Conseil supérieur de l'éducation », au « Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche », aux « agences régionales de santé » et des dizaines d'organismes du même type. Les dirigeants syndicaux se transforment en « administrateurs » dans les grandes entreprises, au côté des représentants des actionnaires.

<i>Organisations syndicales</i>	<i>Nombre de suffrages valablement exprimés^{iv}</i>	<i>% de voix obtenues</i>	<i>Poids relatifs^v</i>
CFDT	1.382.646,70	26,37%	30,32%
CGT	1.302.775,50	24,85%	28,57%
CGT-FO	817.570,38	15,59%	17,93%
CFE-CGC	559.304,51	10,67%	12,27%
CFTC	497.361,18	9,49%	10,91%

Ministère du travail, représentativité dans les entreprises privées, mars 2017

En France, le syndicalisme s'est fragmenté à un point inédit : CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, SUD-Solidaires, FSU, etc. Au total, moins de 12 % des travailleurs sont syndiqués. Le syndicalisme des cadres, le syndicalisme enseignant, de nombreux syndicats autonomes (pilotes d'avion, conducteurs de train, etc.) divisent les travailleurs par leur organisation corporatiste et archaïque sur la base de métiers.

Le retour des crises capitalistes mondiales en 1973 et en 2008 a sonné le glas des grandes concessions. Dès lors, les gouvernements bourgeois successifs ont détricoté les acquis antérieurs en associant les directions syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC à leurs attaques. Toutes cautionnent le prétendu « dialogue social », que ce soit avec Chirac, Sarkozy, Hollande ou Macron. Quand les décisions gouvernementales sont transposées en lois, certaines directions les soutiennent (CFDT), certaines les regrettent (CGT, Solidaires, FSU) mais n'y opposent que le simulacre des « journées d'action », FO oscillant entre les deux attitudes. Au lieu de combattre pour les revendications, toutes font des « propositions » au gouvernement. Toutes s'opposent à la grève générale, avec le soutien du PS, du PCF, de LFI, d'Ensemble, de LO, du NPA, du POI, du POID, d'AL, du PCOF, du PCRf... qui font appliquer les consignes des bureaucrates syndicaux dans les entreprises et les administrations. En 2016, Mailly (FO) et Martinez (CGT) ont défendu les policiers alors qu'ils attaquaient les piquets de grève et les manifestants jeunes. La multiplication des syndicats les affaiblit tous et empêche le syndicalisme d'être un cadre de front unique ouvrier élémentaire.

Les oppositions à la collaboration de classe et au « syndicalisme de proposition » sont balbutiantes, faute de parti ouvrier révolutionnaire et même d'organisation communiste internationaliste de taille significative. Les débris du stalinisme défendent la nation, donc l'unité avec les patrons, et les « journées d'action » qui conduisent à défaite sur défaite. Les soi-disant « trotskystes » (LO, NPA, POID, POI...) refusent d'affronter les bureaucrates, même quand ceux-ci négocient les attaques avec le gouvernement ou cogèrent, et ils sont leurs plus zélés adjoints sur le terrain pour appliquer les « journées d'action » ou les « blocages » bidon d'autoroute ou de sièges du Medef que les chefs syndicaux décrètent... En récompense, ils sont désormais cooptés par les bureaucraties de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires.

Il n'y a pas un programme pour les syndicats, un autre pour les élections et encore un autre pour les fêtes ou les congrès politiques ; il n'y a qu'un seul programme d'émancipation du travail :

Aucune rémunération de responsable syndical au-delà du salaire d'un travailleur qualifié ! Fraction lutte de classe dans tous les syndi-

cats contre la cogestion, la collaboration de classe et le sabotage des luttes !

Un seul syndicat avec droit de tendance pour tous les travailleurs dans chaque entreprise ! Une seule fédération démocratique dans chaque branche, une seule union locale dans chaque ville ! Unification de tous les syndicats en une CGT démocratique et classiste !

Départ des organismes de cogestion, refus de toute négociation des projets contre les acquis, grève générale contre la prochaine attaque d'envergure !

Piquets de grève et autodéfense des manifestations, des grèves, des locaux !

Assemblées générales pour décider, comités de débat et d'action dans chaque lieu de travail, centralisation des comités dans des coordinations démocratiques à l'échelle du département, de la région, du pays !

POUR UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET INTERNATIONALISTE

La spontanéité des masses, pour indispensable qu'elle soit, ne suffit pas. Les initiatives appelées par l'intermédiaire des réseaux sociaux non plus, comme l'ont prouvé les bavardages de Nuit debout ou le début avorté de révolution en Égypte. La convergence des luttes de tous les exploités et opprimés, c'est la grève générale, c'est la création d'organes soviétiques dans les villes, c'est la révolution sociale, c'est la dictature du prolétariat. Pour être efficace, l'alliance des travailleurs doit s'opérer sous l'hégémonie du prolétariat.

Parce que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire de notre époque, elle est en mesure non seulement d'améliorer son propre sort, mais de défendre les libertés démocratiques du peuple et l'environnement de toute l'humanité, d'aider les autres classes partiellement exploitées (fonctionnaires, paysans travailleurs, microentrepreneurs, cadres...) et les autres opprimés (femmes, jeunes, minorités ethniques, migrants, homosexuels, musulmans...). Ainsi, la révolution russe a donné, dans un pays arriéré, le droit de vote aux femmes 28 ans avant la France, a donné la pleine égalité juridique aux femmes 85 ans avant la France, a dépénalisé l'avortement 58 ans avant la France, a dépénalisé l'homosexualité 65 ans avant la France...

Les travailleurs avancés (communistes) ne s'abaissent pas à cacher leur objectif. Celui-ci n'est pas de seulement « *faire entendre le camp des travailleurs* » (programme de LO), pas de vaguement « *faire avancer les choses* » (programme du NPA), pas du tout de « *restaurer l'indépendance de la France* » (programme de LFI).

Les opportunistes prétendent tous que « *l'argent, il y en a* » et qu'il suffit de « *redistribuer* » les revenus, grâce aux urnes (selon les « réformistes » avoués) ou par la pression de la rue (selon les réformistes cachés qui se font passer pour des révolutionnaires). Il faut collectiviser la production : si le capitalisme sub-



PROGRAMME ÉLECTORAL DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
32, rue Montferrand, Paris La France: 30 centimes

SOMMAIRE

Le 1^{er} mai 1934...
Le 1^{er} mai 1934...
Le 1^{er} mai 1934...

PREMIER ANNIVERSAIRE

Sauve à l'Internationale Communiste !

Commissaire du Parti...
Commissaire du Parti...
Commissaire du Parti...

siste, il tend naturellement à l'enrichissement de la minorité qui possède les moyens de production et à l'appauvrissement des exploités contraints de travailler pour eux.

Le prolétariat ne peut se contenter des syndicats, parce qu'ils sont divisés, parce qu'ils sont minoritaires, parce que leurs directions trahissent. Ils ne peuvent se contenter des assemblées qui refusent d'agir (Nuit debout) ou des actions sans organisation ouverte aux masses (autonomes, black blocs...).

Les partis sociaux-impérialistes (LFI, PS, PCF, Générations...) veulent ouvertement renforcer l'État. Depuis longtemps (PS en 1914, PCF en 1934) ou dès leur création (LFI), ils se réclament de la « Nation », ce qui couvre la soumission à la classe

dominante de la société française. Tous ont abandonné la référence au socialisme.

Les organisations « centristes » (LO, NPA, POID...) renient le programme communiste de destruction de l'État bourgeois et d'armement du peuple, ce qui permet à tous de participer à des listes communes avec les partis sociaux-impérialistes et même des débris politiques de la bourgeoisie (EELV, PRG, MRC, MOC, etc.).

Les trahisons des partis « réformistes » et du syndicalisme « de proposition » maintiennent en vie une mouvance anarchiste au fonctionnement généralement anti-démocratique qui capitule devant les bureaucrates syndicaux (AL, FA...), qui esquivent la lutte contre ces derniers (les CNT...), qui s'en prennent aux symboles du capital ou aux équipements collectifs au lieu de combattre le capital lui-même (autonomes, BB...), qui met sur le même plan que les prolétaires les étudiants, les paysans ou les voyous (presque tous), qui refuse de prendre le pouvoir et le laisse donc à la bourgeoisie (tous). Il n'y a rien à attendre de leur confusion théorique et de leur impuissance politique.

L'organisation dont le prolétariat a besoin n'est pas un simple « parti ouvrier indépendant », un vague « parti des travailleurs », un indéterminé « parti anticapitaliste » qui capitule devant les bureaucraties syndicales de la CGT, de FO ou de la FSU. Il ne peut être construit que contre les directions sociales-impérialistes (les bureaucraties syndicales, PS, PCF, LFI...) qui trahissent la classe ouvrière, ce que refusent de faire tant les anarchistes que les centristes (LO, NPA, POID, etc.).

L'organisation qui rassemble l'avant-garde des travailleurs ne saurait être un parti aux mains des bureaucrates enfants de bureaucrates qui chantent la gloire de la France et du général De Gaulle, comme le PCF ; aux mains des énarques de la bourgeoisie comme le PS ; il ne saurait être un mouvement chauvin. Contrairement à LFI dans lequel le chef décide de tout sans aucun contrôle, elle repose sur la démocratie interne.

Ce programme a pour but d'aider les travailleurs et travailleuses en France à combattre les mesures patronales, à vaincre la politique gouvernementale dans tous ses aspects, à s'organiser en une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise, à détruire l'appareil d'État au service de la classe capitaliste. La lutte de classe débouchera sur un gouvernement qui expropriera les capitalistes et imposera le pouvoir des travailleurs (la dictature du prolétariat). Seul l'établissement d'un pouvoir qui s'appuie sur la poussée révolutionnaire des masses laborieuses, sur leur armement, peut établir un plan de production de l'économie pour répondre aux besoins de la population tout en ménageant la nature. Un tel gouvernement ouvrier aidera les opprimés du monde entier en commençant par ceux des pays dominés par les entreprises françaises ou ceux qui sont occupés ou bombardés par l'armée impérialiste française, d'autant que cela attisera les braises de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde.



Pour mener le combat contre la bourgeoisie (qui s'est aussi instruite de l'histoire), ses mercenaires (police, armée de métier) et ses agents dans la classe ouvrière (bureaucraties syndicales et politiques), il faut une organisation basée sur la meilleure théorie (le « marxisme » de Karl Marx, Friedrich Engels, Rosa Luxemburg, Vladimir Lénine, Lev Trotsky...), volontairement discipliné, lié aux masses. L'avant-garde des travailleurs doit construire un nouveau parti ouvrier, qui soit révolutionnaire, internationaliste et démocratique, dotée d'un bulletin intérieur permanent, qui reconnaisse le droit pour les militants de communiquer entre eux, de se rassembler en tendance ou en fraction.

Le noyau communiste internationaliste soumet sa plateforme internationale et ce projet de programme national pour rassembler les éléments révolutionnaires qui sont dispersés, et donc rendus impuissants, au sein des syndicats (CGT, SUD, FO, FSU...), des partis sociaux-chauvins qui défendent le capitalisme français, sa police et son armée (PS, LFI, PCF...), de leurs organisations de jeunesse (MJS, JC), des organisations centristes (LO, NPA, POID...) qui capitulent devant les bureaucraties syndicales corrompues, de la mouvance anarchiste (OCL, antifas...) dont les chefs refusent de lutter pour le pouvoir et en fait le laissent à la bourgeoisie.

L'organisation communiste sera prête au front unique avec n'importe quel courant du mouvement ouvrier, du moment qu'il combat réellement contre une attaque de la bourgeoisie ou pour une revendication sérieuse.

Il faut regrouper l'avant-garde en une organisation communiste à l'échelle de tout le pays.

Une organisation nationale de type bolchevik ne peut émerger et déterminer une stratégie correcte qu'en lien avec l'avant-garde prolétarienne des autres pays. La construction du parti ouvrier révolutionnaire dans l'État français est inséparable de celle d'une nouvelle internationale communiste.

VERS LE SOCIALISME, LE COMMUNISME

La prochaine révolution française ne sera pas « citoyenne », elle sera sociale, car elle rassemblera la grande majorité des travailleurs (et des futurs travailleurs) autour du prolétariat pour exproprier le grand capital. La prochaine révolution française ne sera pas basée sur des bulletins de vote ou des casseroles, mais sur l'armement du peuple qui permettra de renverser l'État bourgeois. La prochaine révolution française ne se fera pas sous le drapeau tricolore, mais sous le drapeau rouge. La prochaine révolution française ne sera pas « démocratique », « antimonopoliste » ou « anti-oligarchique », mais socialiste, communiste, en ce sens qu'elle sera le premier pas de la révolution ininterrompue, permanente, internationale vers une société mondiale sans classe et sans État.

Aucun mot n'a été plus déformé par ses ennemis ouverts ou prostitué par ses faux amis que ceux de socialisme et de communisme.

Pour les sociaux-démocrates et les travaillistes, le socialisme désignait un aménagement du capitalisme pouvant conduire (à très long terme) à la disparition de la propriété privée : la négociation permanente et pacifiée entre « partenaires sociaux », l'accumulation de réformes étatiques assurant plus de protection sociale (soins gratuits type NHS britannique, allocations chômage, système de retraite, logement social, bourses d'études...), les interventions publiques corrigeant les défauts de « l'économie de marché » (plan indicatif, entreprises publiques, grands travaux, encadrement du crédit, etc.). Il s'est avéré que les concessions nationales n'étaient possibles qu'autant que l'accumulation du capital s'effectuait mondialement à grande échelle. L'internationalisation capitaliste et retour des crises capitalistes ont mis un terme à cette illusion, y compris en Europe du Nord.

Pour les staliniens, le socialisme désignait une société où le capital avait été exproprié, où les entreprises étaient étatisées, où un plan était imposé par la couche qui contrôlait l'État (et les entreprises) et disposait d'un parti unique (souvent appelé, tout aussi abusivement, « communiste »). Peu importait que la population disposât de moins de libertés que dans les démocraties bourgeoises. Le « mur de Berlin », le totalitarisme, le culte du chef, l'écrasement des révolutions antibureaucratiques (de l'Allemagne de l'Est en 1953 à la Chine en 1989) ont d'ailleurs constitué le meilleur argument de la bourgeoisie mondiale pendant toute la « guerre froide ». L'impérialisme n'était pas pour autant démocratique, au contraire : il agressait directement les régimes de Corée, de Cuba, du Vietnam, de Grenade, du Nicaragua... ; il encourageait l'islamisme ; il fomentait des coups militaires au Guatemala, en Indonésie, au Congo, en Turquie, en Grèce, au Chili...

Dans les principaux États ouvriers dégénérés (URSS, Chine...), l'impossibilité de l'autarcie, l'inefficacité grandissante du plan autoritaire à diriger une économie de plus en plus complexe, la pression impérialiste (la productivité supérieure aux États-Unis, au Japon, en Allemagne ; la course aux armements impulsée par les États-Unis), l'impopularité grandissante ont conduit la bureau-

cratie étatique à rétablir le capitalisme. L'échec final des économies étatisées a servi à justifier partout le capitalisme et dans les centres impérialistes l'offensive « libérale » contre les acquis sociaux.

Le mode de production communiste ne peut être décrit en détail. Néanmoins, ses principes (les rapports de production socialistes) résultent des contradictions du capitalisme et ses bases matérielles et humaines (les forces productives hautement développées) sont réalisables grâce aux résultats antérieurs du capitalisme. Il désigne une société sans classe, sans État, sans monnaie, où l'activité économique est transparente car les humains, à égalité, définissent à l'avance ce qui doit être produit et la manière de le produire. L'effort et le temps de travail sont réduits, la distinction entre loisir et travail s'estompe, les tâches rébarbatives qui subsistent malgré le développement des sciences et des techniques sont effectuées à tour de rôle, le temps libre et la planification consciente permettent le développement de tout le potentiel humain par les relations les plus riches, que chaque individu s'épanouisse.

Dans un premier stade, il subsiste des inégalités de répartition en fonction des contributions individuelles ; quand le stade de l'abondance est atteint, la répartition s'effectue en fonction des besoins.

La société communiste-socialiste ne se réduit donc pas à l'étatisation de l'économie. Elle ne peut pas émerger immédiatement de la révolution sociale dans un seul pays, surtout s'il est petit ou arriéré. Durant la période de transition entre capitalisme et socialisme, l'État ouvrier réprime la résistance de l'ancienne classe dominante et il résiste aux agressions étrangères. La dictature du prolétariat exproprie le capital dans un pays après l'autre, la société s'empare de plus en plus de moyens de production, la monnaie devient une unité de compte qui ne peut plus se transformer en capital. Au fur et à mesure que la révolution s'étend, que la planification démocratique détermine la production et la répartition en ménageant la nature et l'avenir, que l'économie est socialisée, que les forces productives se développent, l'État dépérit.

Le but de ce programme est d'armer le prolétariat français, qui a le premier amorcé ce processus en 1871, pour qu'il affaiblisse le capitalisme mondial en renversant sa propre bourgeoisie qui a tant de sang des prolétaires et des opprimés du monde entier sur les mains, que la classe ouvrière de l'État français prenne sa part à la révolution émancipatrice de toute l'humanité, que les productrices et les producteurs de ce territoire contribuent au socialisme-communisme mondial qui dissoudra tous le vieux fatras des États hérités du passé de l'espèce humaine.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

novembre 2017-avril 2018

4^e conférence du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Programme du Parti ouvrier, mai 1880

Considérant que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race ; que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.) ; qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir : la forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; la forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct ; qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé en d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

a) PARTIE POLITIQUE

1. Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.
2. Suppression du budget des cultes, et retour à la Nation des "biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses" (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations.
3. Suppression de la dette publique.
4. Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.
5. La commune maîtresse de son administration et de sa police.

b) PARTIE ECONOMIQUE

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans, et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures.
2. Surveillance protectrice des apprentis par les syndicats ouvriers.
3. Minimum légal des salaires déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière.
4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.
5. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.
6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'État ou la commune.
7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail.
8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers.
9. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.
10. Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers, suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires.
11. Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent.
12. Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts direct en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 francs. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20 000 francs.



Ce programme d'action adopté par la 4^e conférence du GMI (novembre 2017) s'adresse aux travailleurs de l'État français, qu'ils soient qualifiés ou pas ; qu'ils aient un emploi ou pas ; qu'ils soient actifs, en formation ou retraités ; qu'ils vivent en « métropole » ou en « outremer » ; quels que soient leur sexe, leur âge, leur nationalité, leur ethnie, leur orientation sexuelle, leur religion... en particulier à celles et ceux qui cherchent à en finir avec le capitalisme.

Son but est de rassembler tous ceux qui travaillent pour vivre (salariés du privé, fonctionnaires, cadres, travailleurs indépendants...) contre la minorité des exploités. Parce que le capitalisme a fait son temps, qu'il entraîne l'humanité vers une terrible agonie, il faut jeter un pont entre la situation actuelle dans ce pays et une société mondiale débarrassée de l'exploitation, des classes et de l'État. Ce programme est une proposition pour jeter à bas le vieux monde, pour contrer ses agents politiques et désarmer son appareil de répression, pour s'emparer du pouvoir.

Le principal problème politique de la classe ouvrière est que les organisations qu'elle a constituées pour se défendre (mutuelles, syndicats et partis) ont été progressivement intégrées au capitalisme. Leurs dirigeants sont désormais des agents de la bourgeoisie. La gestion loyale du capitalisme par des gouvernements comprenant le PS et le PCF depuis 1981, le passage des contre-réformes et des mesures réactionnaires grâce au « dialogue social » et aux « journées d'action » des directions syndicales CGT, FO, FSU, SUD... ont conduit à défaite sur défaite. Ces reculs, s'ajoutant à la restauration du capitalisme en Russie et en Chine par les bureaucraties étatiques parasitaires qui prétendaient avoir réalisé le socialisme dans un seul pays, ont démoralisé la classe ouvrière, fait reculer sa conscience de classe. Tout ceci facilite l'œuvre nauséabonde de ceux qui désignent les accords régionaux (en particulier l'Union européenne) ou, pire encore, les travailleurs des autres États ou venus en France, comme responsables des malheurs de la « nation ».

Il est temps de relever le drapeau rouge. Ce programme se situe dans la lignée du programme du Havre du Parti ouvrier (1880), rédigé par Guesde et Lafargue avec l'aide de Marx et d'Engels, et du programme d'action de la Ligue communiste-BL (1934), rédigé par Naville avec l'aide de Trotsky. Il s'efforce de tenir compte des grands événements mondiaux et des transformations de la société française : croissance prolongée après-guerre puis retour des crises économiques, décolonisation et édification de la CEE-UE, affaissement des partis traditionnels et émiettement syndical, crise écologique et apparition de l'écologisme politique, diminution du poids de la paysannerie et désindustrialisation, massification de l'enseignement et généralisation de la contraception, immigration extra-européenne et islamophobie, destruction de la 4^e Internationale, restauration du capitalisme en Russie et en Chine...

Ou les idées communistes gagneront une fraction significative des travailleurs et de la jeunesse pour ouvrir la perspective politique de la révolution et de la prise du pouvoir, ou la bourgeoisie continuera son offensive réactionnaire, nationaliste, militariste, impérialiste, obscurantiste, entraînant toute la société dans des convulsions qui peuvent ouvrir à nouveau la voie à la barbarie sous toutes ses formes : fascisme, destruction écologique, guerre nucléaire... Tel est l'enjeu.